

Le prix du riz : facteur de richesse ou de pauvreté ?
Diagnostic du marché du riz à Madagascar en 2004 et
début 2005 : commercialisation, importation et distribution

Rapport d'expertise pour la Banque Mondiale¹
Version finale, Mai 2005

Marie-Hélène DABAT

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
URP Systèmes de culture et riziculture durable (SCRiD)

Sommaire

1. Faits saillants.....	2
2. 2004 : une situation de prix exceptionnelle sur les marchés du riz.....	4
2.1. L'ampleur de la hausse des prix et l'influence de l'extérieur	5
2.2. Les facteurs internes et externes.....	5
2.2.1. <i>Aléas climatiques et difficulté à estimer le « gap »</i>	5
2.2.2. <i>L'érosion de la monnaie malgache</i>	7
2.2.3. <i>L'augmentation des prix du riz et du fret sur le marché international</i>	8
2.3. Une hausse des prix généralisée.....	9
3. Formation des prix et arbitrage des opérateurs	12
3.1. La structure fonctionnelle de la commercialisation	12
3.2. La formation des prix du riz : coûts et marges	13
3.3. L'arbitrage entre riz local et riz importé en 2004-2005	15
4. Rétrospective de l'année 2004 : comment la crise a été gérée ?	16
5. L'importation initiée par le Gouvernement : « l'opération riz à 700 Ar »	20
5.1. Une nouvelle filière de commercialisation est née !.....	21
5.2. Les importations en 2004-2005	23
5.3. La distribution du riz à 700 Ar	26
6. Stratégies des acteurs de la filière et impact de la crise.....	29
6.1. Les riziculteurs	29
6.1.1. <i>Les comportements/stratégies</i>	29
6.1.2. <i>Qui a bénéficié de la hausse du prix du paddy ?</i>	30
6.1.3. <i>La réponse des paysans à une augmentation des prix du paddy</i>	31
6.2. Les consommateurs.....	32
6.2.1. <i>La vulnérabilité des consommateurs ruraux</i>	32
6.2.2. <i>La sensibilité des ménages urbains aux chocs agricoles</i>	34
6.2.3. <i>Les consommateurs urbains d'Antananarivo</i>	35
6.3. Les commerçants et riziers	36
6.3.1. <i>De manière générale</i>	36
6.3.2. <i>A Antananarivo</i>	37
7. Conclusion	39
Personnes rencontrées	41
Quelques références	42
Annexes.....	44

¹ Ce rapport n'exprime pas le point de vue de la Banque Mondiale. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

1. Faits saillants

La manifestation la plus visible de la situation qualifiée « de crise » du marché du riz en 2004 et début 2005 à Madagascar est une augmentation substantielle des prix de détail. Elle est due à une conjonction de facteurs, internes et externes ; physiques, monétaires et politiques : intempérie cyclonique, érosion de la monnaie malgache, renchérissement du riz importé, difficulté d'estimer la production nationale et les besoins en importations.

Une revue chronologique de l'année 2004 montre que le problème a été posé assez tôt dès le début de l'année, suivi d'une longue période d'hésitation de la part des opérateurs (à importer), des bailleurs et organismes de coopération (à recommander) et de l'Etat (à intervenir).

Face à un arbitrage des opérateurs largement en défaveur du riz importé les premiers mois de 2004, l'Etat a mis en place une politique des prix en subventionnant de fait l'importation de riz et administrant son prix de vente (700 Ar) largement au dessous du prix de parité import (entre 800 et 900 Ar). Cette mesure, à caractère social, a contribué aux distorsions économiques sur le marché du riz (maintien des prix intérieurs à un niveau élevé) par les mécanismes de désincitation à l'importation et d'incitation au stockage qui ont accru progressivement la pénurie de riz sur le marché intérieur.

Les ménages pauvres en milieu rural ont peu eu accès au riz subventionné et ont souffert de la hausse du prix du riz local. En 2004, la majorité des riziculteurs n'auraient pas bénéficié de l'augmentation des prix puisqu'ils ont vendu leur paddy à un prix semblable à 2003 à la récolte (avril-juin) et ont acheté du riz à un prix très élevé à la soudure (les prix n'ont commencé à augmenter qu'en juillet).

D'après certaines enquêtes communales, la soudure a commencé très tôt en 2004 : 70% des communes enquêtées n'avaient plus de paddy à vendre en novembre alors que c'est le cas habituellement de 50% d'entre elles. Le pouvoir d'achat de 84% des communes a diminué en 2004 : les ménages ont acheté moins de produits de première nécessité et ont parfois diminué les dépenses de santé voire de scolarité. Certains ont vendu une partie de leur cheptel ou consommé les semences de riz, ce qui a énormément fragilisé leur situation. Par endroit, la ration alimentaire a diminué d'environ 1 kapoaka par personne et par jour en moyenne en fin d'année.

Certaines observations témoignent que des exploitations se sont mécanisées, d'autres ou des études très localisées montrent que plusieurs ménages ont modifié leurs pratiques agricoles : extension de la culture du riz sur des parcelles en tanety dédiées auparavant à d'autres cultures pluviales ou laissées en friche, diversification de la production et de la consommation vers d'autres produits que le riz.

De manière générale, les agents de la filière qui ont bénéficié de la situation en 2004 sont les riziculteurs excédentaires au cycle tardif, les agents qui ont correctement anticipé l'augmentation des prix et qui ont pu mobiliser des capacités et des moyens financiers pour le stockage, les ménages pauvres d'Antananarivo qui ont momentanément acheté du riz subventionné. L'avantage de cette dernière catégorie doit être relativisé car même avec un riz à 700 Ar, le pouvoir d'achat des ménages a fortement diminué.

Le prix du riz en 2004-début 2005 a incontestablement été un facteur d'enrichissement pour les uns et d'appauvrissement pour les autres.

A Antananarivo, les consommateurs habituels de riz malgache appartenant aux catégories pauvres et moyennes montrent une forte disposition à revenir vers ce riz. Plusieurs ménages à revenu moyen, qui lui avait substitué du riz d'importation, ont recommencé à acheter ce riz

de façon significative en complément du riz importé dès que son prix est revenu à un niveau de 800 Ar. Les ménages plus pauvres attendent eux une chute plus importante.

Depuis une vingtaine d'années, Madagascar n'a jamais été aussi près de l'autosuffisance en riz, objectif majeur des politiques agricoles. Cette observation ne se base pas seulement sur le niveau de production annoncé mais s'appuie surtout sur la conjonction de plusieurs conditions favorables, insistons ici sur 4 opportunités liées au marché que la situation de crise a ouvertes : (i) les signaux de prix sont arrivés aux paysans leur offrant la possibilité, si le paddy se stabilise à un niveau supérieur à 300 Ar/kg de cibler le riz comme culture commerciale et pas seulement vivrière ; (ii) le ratio prix de l'engrais/prix du paddy est tombé très bas pendant la soudure 2004, à son niveau de fin 2001, pouvant être une incitation pour les riziculteurs à utiliser l'engrais ; (iii) la hausse des cours du riz au niveau international qui devrait se maintenir plusieurs mois pourrait permettre au riz malgache de redevenir compétitif, surtout sur le marché des pays déficitaires de la COMESA sur lesquels Madagascar bénéficie de conditions tarifaires favorables ; (iv) enfin la crise 2004 a montré qu'il était important d'exploiter la diversité de la riziculture malgache, des cultures marginales comme le riz précoce (riz pluvial, vary aloha...) ou tardif (vary jebby), soit environ 30% de la récolte annuelle, ont atténué la pénurie à des moments critiques.

La récolte 2005 en cours s'avère bonne, le prix du paddy devrait diminuer tout en restant élevé en se rapprochant de son prix de référence (prix de parité import), c'est-à-dire son niveau habituel corrigé de la dévaluation de la monnaie malgache et de coûts de commercialisation plus élevés.

En entraînant une baisse de la consommation de riz et une augmentation des dépenses, la crise a rendu plus pressant le besoin d'une amélioration des rendements et d'une sécurisation de la production. Confrontés au manque de moyens (engrais, formation...), les paysans semblent vouloir mieux s'organiser pour limiter les risques d'une future crise. L'avenir montrera si l'ajustement entre offre et demande de riz au niveau local passera par une stabilisation de la consommation de riz à un niveau inférieur à l'avant-crise ou par une augmentation de sa production pour retrouver le niveau de consommation antérieur.

Les riziculteurs pourraient être incités à produire plus à l'avenir pour mettre plus de riz sur le marché mais aussi pour limiter les risques de pénurie pour les besoins de leurs ménages en mettant en culture toutes les terres exploitables. Si les prix du paddy à la récolte en 2005 se maintiennent à un niveau élevé, l'élan productif connu en 2004 pourrait continuer sur sa lancée en 2006. Mais il existe le risque paradoxalement que la production 2005 soit suffisante pour nourrir les Malgaches sans que l'on ait envisagé l'écoulement des surplus à l'extérieur et que ceci ait un effet dépressif sur les prix de détail et à leur suite sur les prix du paddy. Cet effet pourrait être amplifiée par le développement de stratégies de stockage offensives (spéculation sur la hausse des prix) plutôt que défensives (protection par rapport à la hausse des prix). Il convient de développer d'urgence des mécanismes de marché permettant de faire face aux déficits mais aussi aux excédents de récoltes. L'enjeu est important car les riziculteurs sont actuellement confiants dans les signes positifs du marché, des signes contraires cette année pourrait avoir un effet de découragement difficile à juguler.

Dernière lacune que la crise a pointé, c'est le manque de transparence et de confiance entre les partenaires de la filière riz (Etat/importateurs, paysans/commerçants, Etat/consommateurs, collectivités locales/opérateurs...) qui a nuit à la gestion collective de cette période difficile. Les modalités d'un pilotage public/privé de la filière riz sont difficiles à trouver après une longue habitude d'interventionnisme plus ou moins marqué de l'Etat et une libéralisation plus imposée que choisie, mais indispensable.

Les recommandations de politiques de régulation pour éviter à l'avenir le retour d'une situation de crise sur le marché du riz relèvent d'autres expertises et ne sont pas traitées dans ce travail.

Le prix du riz est une variable importante de distribution des revenus à Madagascar car ce produit occupe une place inégalée à la fois dans les régimes alimentaires et les systèmes de production agricole du pays. Cette place en fait une denrée hautement stratégique sur le plan économique mais aussi social et politique, qui justifie l'intervention publique. L'histoire du secteur riz se caractérise par un mouvement de balancier entre l'ingérence de l'Etat et des tentatives de régulation par le marché, entre la défense d'un prix acceptable par le consommateur et le soutien d'un prix encourageant les producteurs. Les clés d'un nouveau mode de régulation sectoriel qui à la fois favorise l'expansion économique tout en évitant les chocs sociaux restent à trouver. Une nouvelle secousse vient de perturber la commercialisation du riz et de condamner la satisfaction des besoins des consommateurs les plus pauvres en 2004. Cette nouvelle « crise du riz » renseigne un peu mieux les modes de fonctionnement de ce marché et révèle des opportunités à saisir pour relancer la filière.

Ce rapport conduit une analyse factuelle des problèmes de la commercialisation du paddy/riz, de l'importation et de la distribution du riz à Madagascar pendant l'année 2004 et le début de l'année 2005. Il examine spécifiquement la filière de l'importation et de la distribution du riz pendant cette période. Les matériaux utilisés pour l'analyse sont des interviews rapides auprès des principaux intervenants de la chaîne de commercialisation, notamment des opérateurs riziers et des importateurs, et la revue des documents existants sur le sujet. Les termes de référence de cette expertise sont plus explicités en annexe 1.

L'étude s'est faite en étroite collaboration avec deux autres expertises : l'une du PAM/FAO sur la mise en place d'un système de régulation sur le marché du riz ; l'autre de la FAO sur la conception d'un observatoire de la filière riz.

2. 2004 : une situation de prix exceptionnelle sur les marchés du riz

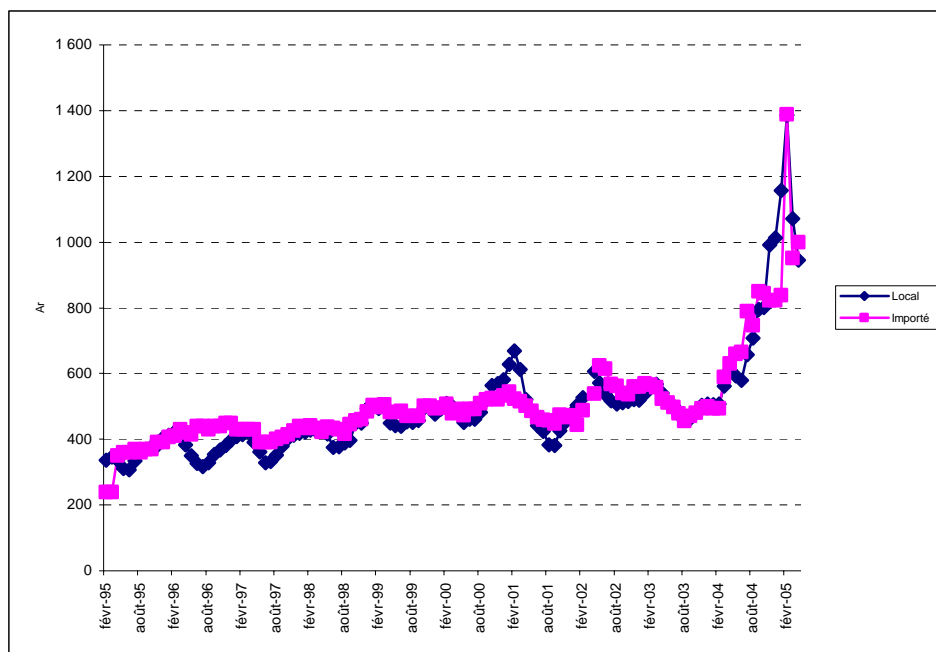
La manifestation la plus visible de la situation du marché du riz en 2004 et début 2005 est une augmentation sans précédent sur plus de 10 ans des prix de détail.

Les causes de cette crise sont une conjonction de plusieurs facteurs, internes et externes ; physiques, monétaires et politiques :

- 2 cyclones début 2004 : pertes de récoltes rizicoles estimée à 150.000 ha (362.000 t de paddy / 250.000 t de riz),
- Erosion du Fmg et inflation monétaire (l'US\$ s'échange contre 6.021 Fmg en décembre 2003 et 11438 Fmg en juin 2004),
- Renchérissement des importations de riz (le thaï25 est à 176 US\$/t FOB en moyenne en 2003, 224 US\$ en juillet 2004 et 269 US\$ fin mars 2005) et du carburant,
- Une mauvaise connaissance de la production et des besoins en riz, non spécifique à 2004, mais qui pourrait avoir joué l'effet d'amplificateur des facteurs précédents.

2.1. L'ampleur de la hausse des prix et l'influence de l'extérieur

Fig.1. Evolution des prix de détail du riz à Antananarivo



Les prix du riz ont atteint des niveaux jamais égalés depuis plus de 10 ans à Madagascar, ils ont culminé en début d'année 2005 (février, plus de 1200 Ar/kg) pour redescendre en dessous de 1000 Ar/kg en avril. Riz local et riz importé au prix du marché ont subi la même hausse (Fig1)

Source : INSTAT (jusqu'à janvier 2005), URP SCRiD (février-avril 2005) / Riz gouvernemental non pris en compte

Les prix du riz ont normalement augmenté pendant la période de soudure, fin 2003 début 2004, mais ne sont pas redescendus en période de récolte, ils ont continué à augmenter à un rythme soutenu. La variation annuelle du prix du paddy entre récolte et soudure est habituellement de l'ordre de 50% au Lac Alaotra. Elle a été de 150% en 2004-2005 (Minten et Ralison, 2005b).

Le graphique montre la forte corrélation des prix entre riz malgache et riz importé, produits assez parfaitement substitués. Un calcul de corrélation entre les prix FOB Bangkok et les prix de détail à Antananarivo montre une corrélation positive de 0,535 sur la période Janvier 2000-Août 2004 (WORLD BANK, 2004), démontrant que les prix dans la capitale de Madagascar sont dépendants de l'évolution du marché international, même si le pays n'importe qu'une quantité variant entre 100.000 et 300.000 t pour une production nationale de 1.800.000- 2.000.000 t de riz.

2.2. Les facteurs internes et externes

2.2.1. Aléas climatiques et difficulté à estimer le « gap »

Deux cyclones en début d'année 2004 (Elita 26/01 au 02/02/04, Gafilo 07/03 au 12/03/04) ont compromis une récolte qui s'annonçait bonne. Ces cyclones ont causé des dégâts dans toutes les zones de production, excepté le Lac Alaotra. Plusieurs zones excédentaires sont devenues déficitaires. La perte rizicole après le passage des cyclones est estimée à 362.000 T de paddy par la FAO et le PAM soit 250 000 T de riz blanc (Encart 1). L'autre effet de ces

cyclones a été que l'approvisionnement des zones sinistrées a réduit les stocks de riz disponibles.

Encart 1. Effets des cyclones Elita et Gafilo (source : rapport FAO/PAM – Mai 2004)

« Les cyclones ont endommagé les cultures et les infrastructures dans le Nord, le Nord-Ouest, le Nord-Est, le Sud-Ouest et l'Ouest. Toute l'île a été touchée mais les dégâts ont été modérés dans l'Est et le Sud-Est. Les régions de Boeny et de Melaky, déjà fragilisées par Elita, ont été de nouveau gravement frappées par Gafilo.

Environ 491 990 hectares de cultures sur 1 390 600 hectares ont été endommagés durant la saison des pluies par les inondations et les vents violents avec des vitesses atteignant plus de 250 km/h, dont 288 410 hectares de cultures vivrières et fruitières détruites.

Les stocks de vivres, de semences et d'autres intrants ainsi que les petits outils agricoles ont été perdus. La perte rizicole après le passage des cyclones est estimée à 362 000 T de paddy soit 250 000 T de riz blanc. En ce qui concerne l'estimation de la campagne rizicole totale de 2004, le Département de l'Agriculture considère que la perte causée par les cyclones, est compensée par un gain de 100 000 T de paddy dans d'autres régions ayant bénéficié d'une meilleure pluviométrie. En plus, la productivité rizicole serait augmentée fortement en 2004 et est actuellement estimée à 3 200 000 T, contre une production de 2 770 000 T en 2002/03. Avec la perte cyclonique de 362 000 T et un gain de 100 000 T, la production nette de la campagne rizicole de 2004 est donc estimée à 2 938 000 T de paddy. Avec une consommation nationale de 1 950 000 T de riz et une disponibilité de riz produit localement de 1 794 000 T, une importation de 150 000 T de riz en 2004 sera donc nécessaire. Néanmoins le déficit de la consommation rizicole pourrait être plus élevé si les estimations sur la production de 3,2 millions de tonnes en 2004 s'avèrent moins positives et donc on peut atteindre un manque global de 480 000 T de riz blanc si la production reste stagnante.

Outre ce déficit de 250 000 T de riz dû aux impacts des cyclones, il ne faut pas oublier que, pour une consommation nationale annuelle per capita de 130 Kg de riz, un déficit chronique de 250 000 T pour 15 millions d'habitants subsiste. Une importation commerciale identique à celle de l'année 2003 de 250 000 T n'arriverait pas à combler l'insuffisance.

Compte tenu de la perte de production causée par les cyclones, la situation globale des approvisionnements alimentaires resterait précaire en 2004 / 2005, en attendant les prochaines récoltes (avril – mai 2005). Si aucune mesure adéquate n'est prise, de graves pénuries alimentaires seront prévues au cours des prochains mois dans les régions de Boeny, Melaky, Diana, Sofia, Ambatosoa, Menabe, Vatovavy, Fitovinany et le Sud traditionnellement déficitaire, les aliments de substitution (manioc, maïs, bananes, fruits à pain ...) ayant été également détruits en partie.

Pour ce faire, un besoin d'assistance serait à programmer en attendant les prochaines récoltes.

Il y a par ailleurs, un besoin urgent de semences de riz pour la remise en état de la riziculture dans les zones les plus touchées aussi bien pour la contre saison dont *jeby* que pour la saison des pluies ou *asara* ».

Cet encart montre toute la difficulté d'estimer la récolte de riz, aussi bien en période normale qu'en période de forts aléas climatiques qui peuvent avoir des effets négatifs mais aussi positifs sur la production. La DSSE/MAEP a finalement estimé la récolte 2004 à 3.030.000 t de paddy, record de production à Madagascar. L'estimation du MAEP repose sur un échantillon de 300 parcelles dans les principales zones de production dont les rendements sont mesurés ². Une extrapolation est faite ensuite à partir d'une surface estimée de 1.250.000 ha corrigée des pertes à la récolte et des dégâts des cyclones.

Le chiffre annoncé pour la récolte 2004 semble généreux. Plusieurs personnes enquêtées partagent cet avis et l'illustrent par le fait qu'il était difficile d'imaginer que le Lac Alaotra allait

² La production est très dépendante des rendements qui sont eux-mêmes sujets à plusieurs facteurs : conditions climatiques, utilisation d'intrants, gestion des parcelles. La production est aussi liée à la superficie qui dépend de la substitution entre produits agricoles (Union Européenne, 2004).

manquer de riz (« aspiration » du riz par les autres régions) et avoir besoin du riz importé ! Ces enquêtes qualitatives montrent bien que les disponibilités en paddy pour la consommation ont été très insuffisantes l'an dernier.

En date du 5 août 2004, l'UPDR/MAEP a simulé une estimation du déficit en riz de la campagne 2004-2005 en fonction de 2 hypothèses de niveaux de consommation (élevé et bas), le total cumulé du déficit début 2005 devait ainsi s'élever entre 126.000 et 411.000 t de riz (Tab.1). L'atelier d'août a retenu une hypothèse de 200.000 t de déficit, intermédiaire entre les deux estimations mais plus proche de la borne inférieure de la fourchette. Ce « gap » entre production et consommation aura vraisemblablement été minimisé. De manière générale, il convient de souligner la difficulté à estimer correctement la production mais aussi la consommation, l'importation et les stocks de riz à Madagascar.

Tab.1a. Estimation du déficit sur base de la consommation relevée par l'étude UPDR-FAO 1999

	2e Trim 2004	3e Trim 2004	4e Trim 2004	1er trim 2005	2e Trim 2005
Population	16 870 000	16 908 000	17 026 000	17 145 000	17 382 000
Consommation par tête (Kg)	135	132	131	129	135
Besoin en riz (tonne)	569 363	557 964	557 602	552 926	586 643
Production (tonne de paddy)	2 360 000	268 000	268 000	134 000	2 695 000
Equivalent riz (tonne)	1 423 080	161 604	161 604	80 802	1 625 085
Déficit ou excédent (tonnes)	853 718	-396 360	-395 998	-472 124	1 038 443
CUMUL (tonne)	853 718	457 358	61 360	-410 764	627 678

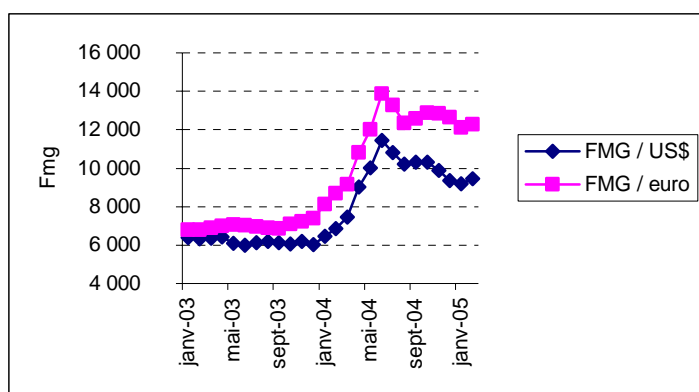
Tab.1b. Estimation du déficit sur base d'une consommation moyenne de 115 kg /hab/an

	2e Trim 2004	3e Trim 2004	4e Trim 2004	1er trim 2005	2e Trim 2005
Population	16 870 000	16 908 000	17 026 000	17 145 000	17 382 000
Consommation par tête (Kg)	115	115	115	115	115
Besoin en riz (tonne)	485 013	486 105	489 498	492 919	499 733
Production (tonne de paddy)	2 360 000	268 000	268 000	134 000	2 695 000
Equivalent riz (tonne)	1 423 080	161 604	161 604	80 802	1 625 085
Déficit ou excédent (tonnes)	938 068	-324 501	-327 894	-412 117	1 125 353
CUMUL (tonne)	938 068	613 567	285 673	-126 444	998 909

Source : UPDR / MAEP

2.2.2. L'érosion de la monnaie malgache

Fig.2 : Evolution du cours de la monnaie malgache

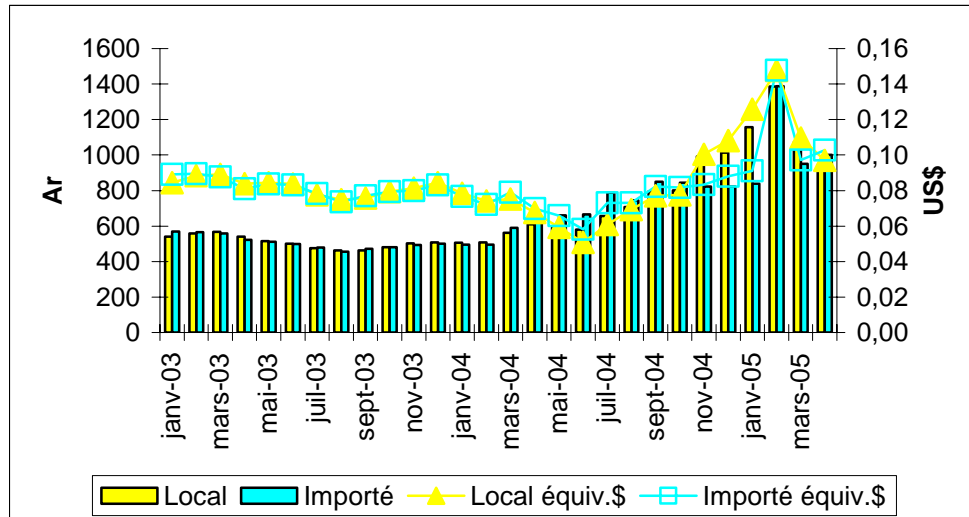


La monnaie malgache s'est dépréciée par rapport à l'€ et à l'US\$ à partir de décembre 2003 (6.021 Fmg/ 1US\$ ou 7.380 Fmg/ 1€), elle a atteint sa parité la plus faible en juin 2004 (11.438 Fmg/ 1US\$ ou 13.884 Fmg/ 1€). Depuis cette date, elle s'est légèrement appréciée pour se stabiliser temporairement à 10.000 Fmg/ 1US\$ ou 12.000 Fmg/ 1€ (Fig.2).

Source : Banque Centrale de Madagascar

Le prix du riz en équivalent US\$ sur le marché d'Antananarivo montre que la dévaluation de la monnaie malgache a contribué à la hausse des prix en 2004 et début 2005 mais qu'elle n'est pas le seul facteur : le prix à la fois du riz local et du riz importé en équivalent US\$ est passé de 0,07 à 0,14 entre février 2004 et février 2005. En avril 2005, le prix en équivalent US\$ a presque retrouvé son niveau d'avril 2004 : 0,10 US\$ contre 0,07 US\$ (Fig.3).

Fig.3. Evolution des prix de détail du riz à Antananarivo



Source : INSTAT (jusqu'à janvier 2005), URP SCRiD (février-avril 2005)

Cette dépréciation de l'Ariary est à l'origine de l'augmentation des prix de plusieurs produits à Madagascar et notamment des produits de première nécessité achetés par les ménages (huile, pétrole, savon, vêtements...), cette inflation généralisée a accentué l'effet de la hausse des prix sur les ménages pauvres.

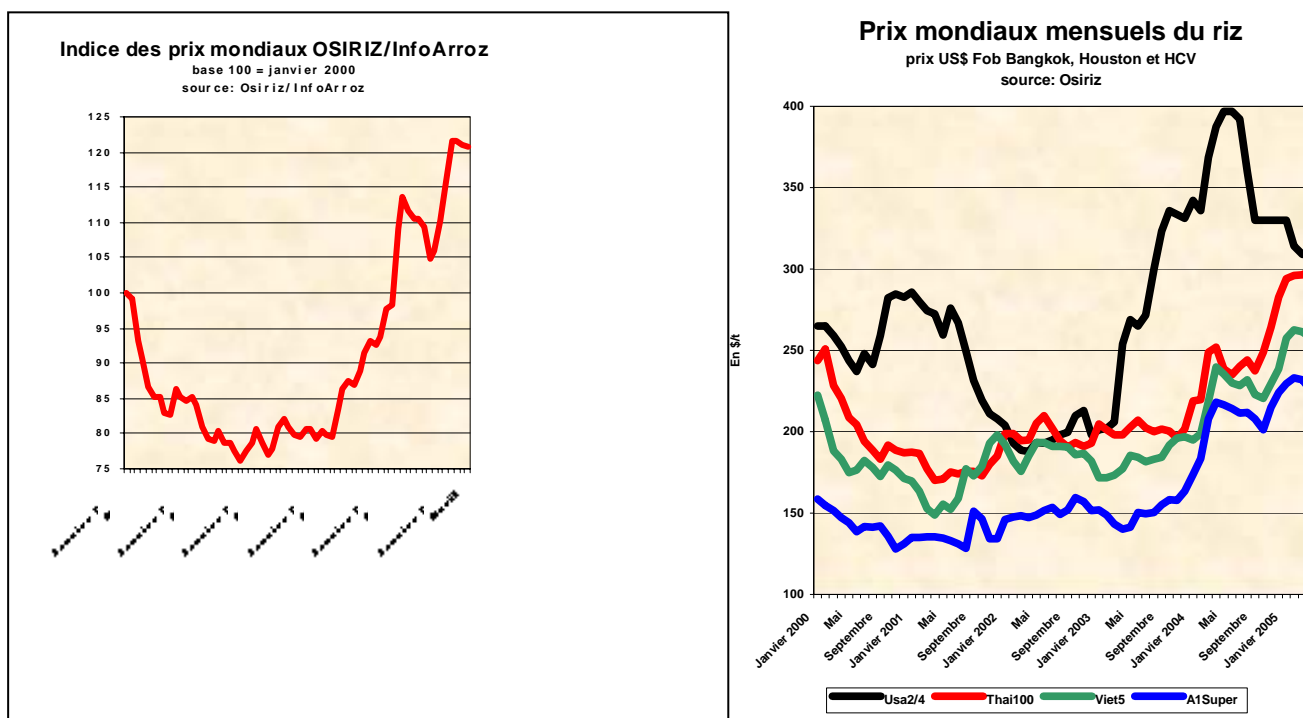
2.2.3. L'augmentation des prix du riz et du fret sur le marché international

Deux facteurs ont joué de concert sur le renchérissement du prix du riz importé CAF Tamatave :

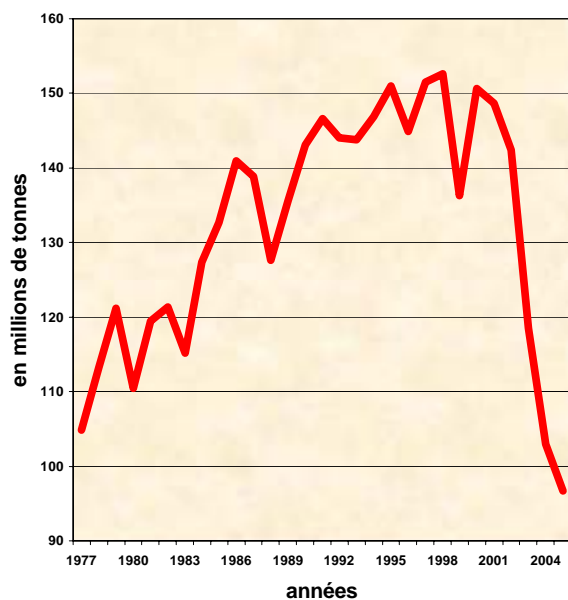
- le prix du riz lui-même a augmenté sur le marché international (lié à la réduction des stocks mondiaux et à l'augmentation de la demande de certains pays) (Fig.4) et devrait se maintenir à des niveaux élevés au cours des mois, voire années, à venir,
- le coût d'acheminement du riz à Madagascar a aussi augmenté : d'une part le prix du pétrole a flambé au niveau mondial (record de 55,67 US\$ le 27 octobre 2004³), d'autre part il y avait une faible disponibilité de bateaux pour acheminer le riz vers Madagascar (demande très forte de service de transport de l'Asie et notamment de la Chine pour de gros volumes et opportunités de fret de retour, faible intérêt des compagnies de transport pour l'Afrique de l'Est : contrats *spot* et pas d'acheminement régulier).

³ Il est actuellement à plus de 70 US\$ le baril.

Fig.4. Marché mondial du riz – prix et stocks



Stocks mondiaux de riz blanchi



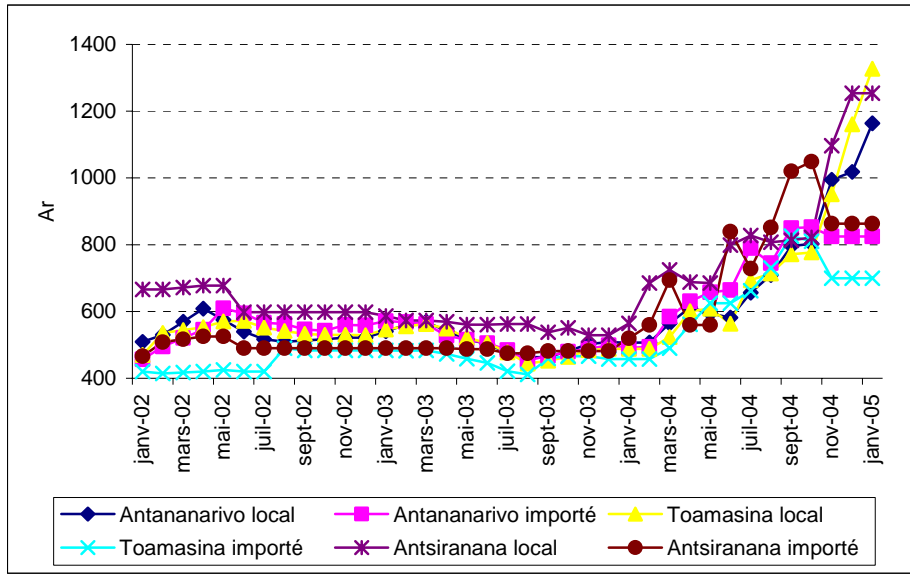
Dernières tendances :

En avril 2004 les cours mondiaux sont restés globalement stables, en particulier aux Etats-Unis. En Asie, en revanche, les prix ont diversement évolué selon les origines. En Thaïlande, les prix se sont légèrement raffermis en raison de la limitation de l'offre provoquée par les achats massifs du Gouvernement. Tandis que les prix vietnamiens ont fléchi avec l'arrivée de la nouvelle récolte et l'offre d'exportation plus abondante. Les opérateurs s'interrogent sur la politique thaïlandaise en matière de gestion des stocks qui pourrait avoir une forte influence sur les cours mondiaux dans les mois à venir. En attendant, face à ces incertitudes, les opérateurs thaïlandais prennent des positions courtes sur le marché à terme à Bangkok.

2.3. Une hausse des prix généralisée

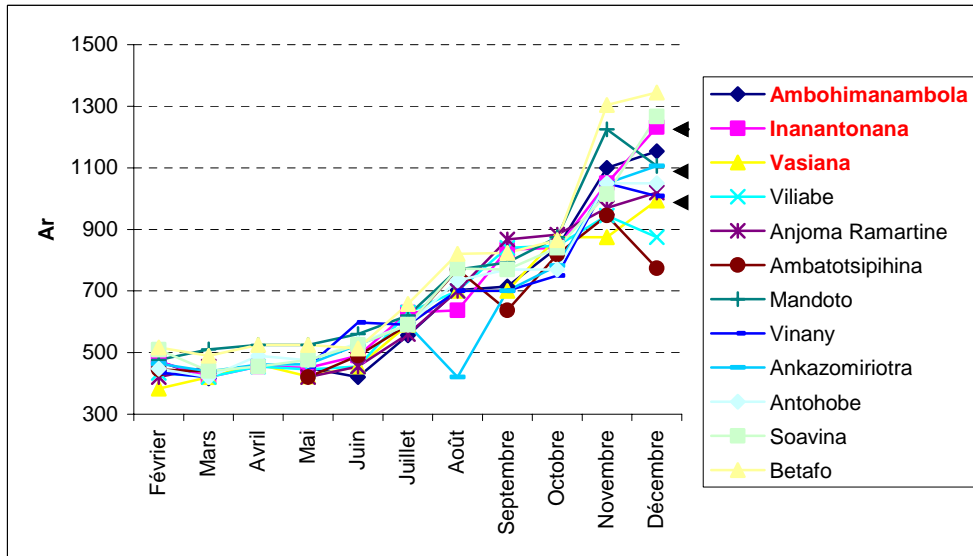
La hausse des prix est générale dans l'ensemble de Madagascar, elle s'est répercutée dans l'espace : marchés urbains (Fig.5) et ruraux (Fig. 6 et 7, Annexe 2), auprès de tous les agents de la filière et pour toutes les variétés de riz (Fig.8).

Fig.5. Evolution des prix de détail du riz – marchés urbains



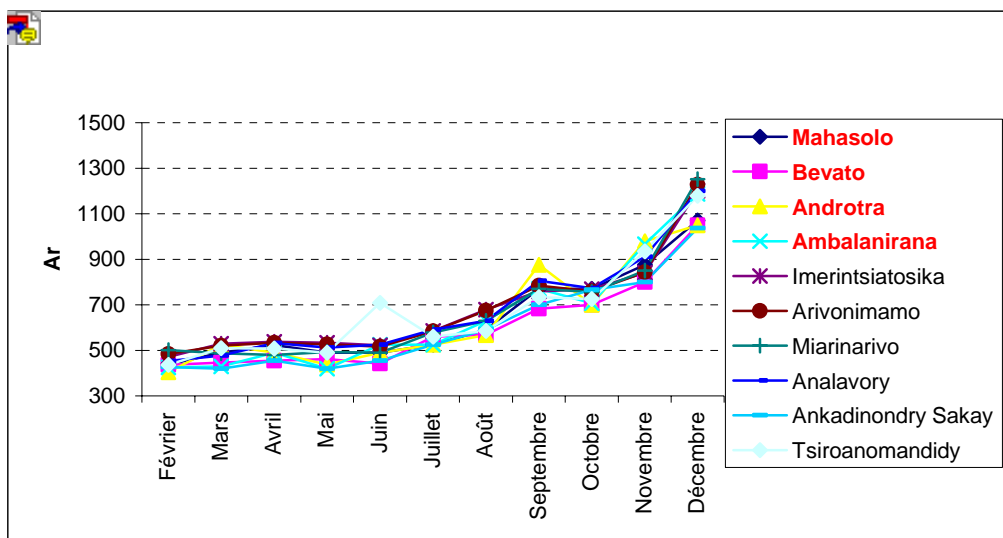
Source : INSTAT

Fig.6. Evolution des prix du riz ordinaire en 2004 – Moyen-Ouest (Antsirabe)



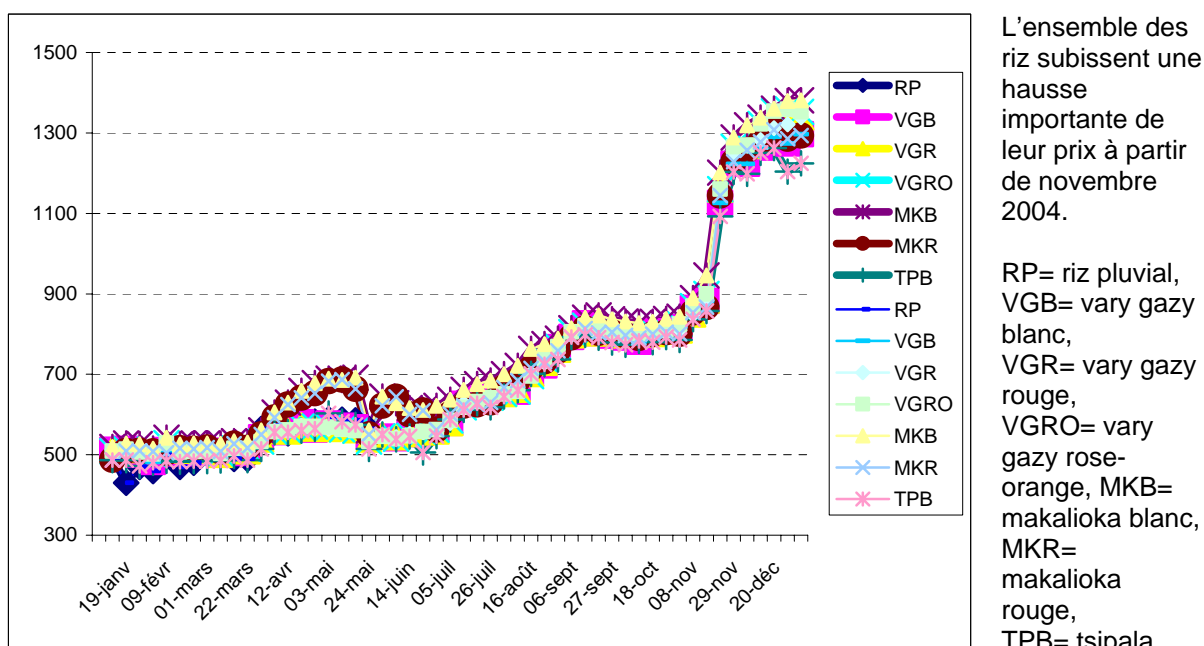
L'exemple du Moyen-Ouest montre que la hausse des prix du riz a été aussi importante sur les marchés situés en bord de route nationale que sur les marchés plus enclavés : Inanantonana (45 mn de piste en saison sèche), Ambohimambola (1h), Androtra (1h), Vasiana (1h15mn), Mahasolo (2h30mn), Bevato (3h) et Ambalanirana (4h)

Fig.7. Evolution des prix du riz ordinaire en 2004 – Moyen-Ouest (Antananarivo)



Source : URP SCRiD

Fig.8. Evolution des prix des différents types de riz à Antananarivo en 2004



L'ensemble des riz subissent une hausse importante de leur prix à partir de novembre 2004.

RP= riz pluvial,
 VGB= vary gazy blanc,
 VGR= vary gazy rouge,
 VGRO= vary gazy rose-orange, MKB= makalioka blanc, MKR= makalioka rouge, TPB= tsiuala

Source : URP SCRiD

Ainsi la hausse des prix du riz a été importante en 2004, avec une accentuation en novembre et une inflexion en février 2005, et généralisée sur tous les marchés. Elle est liée à une conjonction exceptionnelle de facteurs externes et internes de plusieurs natures.

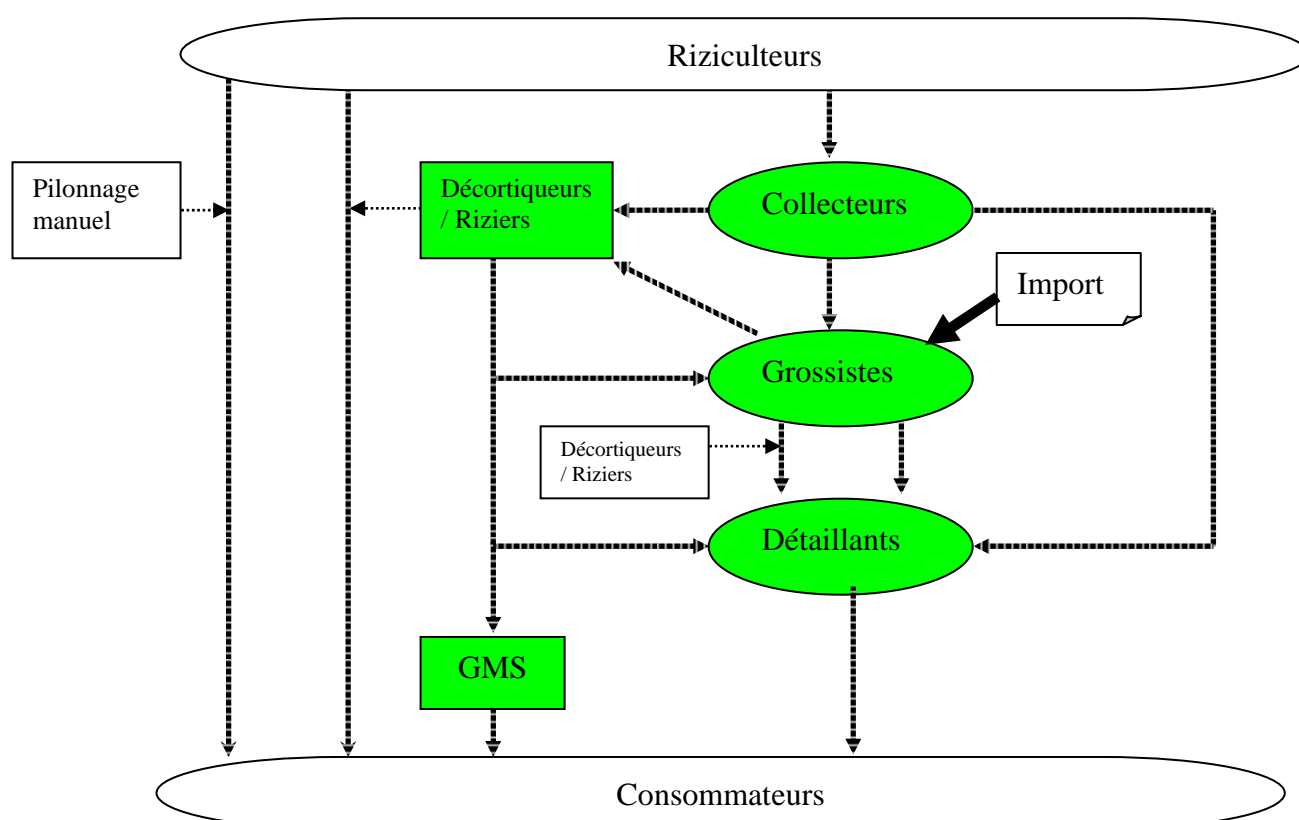
3. Formation des prix et arbitrage des opérateurs

Toute analyse des marchés doit rappeler que l'essentiel des 2.000.000 t de riz produites à Madagascar est autoconsommé, le marché ne représentant environ qu'un tiers de cette quantité soit 700.000 t dont 200.000 t de riz importé (estimation 1999). Certaines statistiques donnent une place encore plus étroite à la commercialisation : moins de 25% en moyenne (Annexe 3 DSSE/MAEP). Elles doivent être corrigées des rachats de riz par les paysans à la soudure, qui varient suivant le niveau de production et le prix de vente des produits agricoles déterminant le pouvoir d'achat des riziculteurs.

3.1. La structure fonctionnelle de la commercialisation

Une représentation habituelle de la circulation du paddy, du riz local et du riz importé est proposée dans le graphe suivant.

Fig.9. Graphe de la filière riz à Madagascar



Source : AFDI d'après UPDR/FAO

Ce graphe représente plus les fonctions que les agents. L'étude filière riz (UPDR/FAO, 2001) a montré l'importante pluri-fonctionnalité des agents de cette filière : les agriculteurs transforment le riz et vendent souvent du paddy et du riz décortiqué ; les grossistes ont généralement une activité de collecte ; certains agents achètent et vendent aux paysans, aux détaillants et aux consommateurs ; les grossistes achètent du riz national et souvent importent du riz ; certains décortiqueurs ont un magasin et vendent du riz ; les gros riziers enfin intègrent l'ensemble des fonctions depuis la production jusqu'à la commercialisation.

La libéralisation a facilité la multiplication des circuits comme stratégie d'intégration verticale (depuis le producteur vers la transformation ou la vente) et l'apparition d'une multitude de nouveaux opérateurs utilisant des fonds personnels limités (en majorité des collecteurs).

La séquence des intervenants dans la filière riz (Encart 2) est très variable selon les situations. En fonction de la distance entre sites de production plus ou moins enclavés et lieux de consommation, le circuit de commercialisation peut être plus court (par exemple consommation à Antananarivo du riz *vary aloha* de la plaine du Betsimitatra) ou plus long (riz de Marovoay ou d'Andapa commercialisé dans les villes secondaires).

Encart 2. Principaux circuits de commercialisation du riz

Riz local

Riziculteur => Collecteur => Collecteur/transporteur => (i) Grossiste => Détaillant => Consommateur
(ii) Détaillant => Consommateur

Riz importé

Importateur => (i) Grossiste => Détaillant => Consommateur
(ii) Détaillant => Consommateur

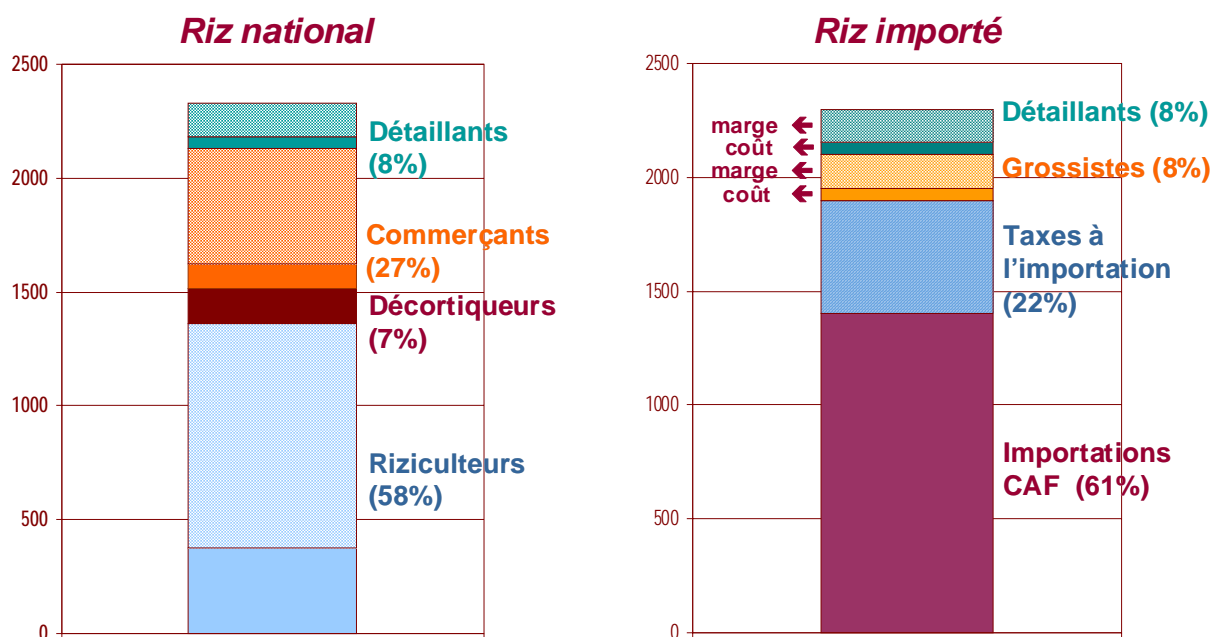
3.2. La formation des prix du riz : coûts et marges

Les coûts et marges relatifs aux différentes fonctions ne reflètent pas la situation des groupes d'agents pour les raisons évoquées ci-dessus : le niveau d'intégration des agents peut être très variables selon leur taille, leur localisation géographique et leurs stratégies. Par ailleurs, la décomposition de la formation du prix des riz local et importé en 1999 à Madagascar (Fig.10), travail le plus complet qui soit sur le sujet, (i) d'une part, représente une moyenne nationale et n'est donc pas représentatif de certaines situations locales (la part de la marge nette et des coûts de production/commercialisation dans la composition des prix de cession entre agents peut varier énormément selon les situations), (ii) d'autre part, perd de sa validité en 2004 du fait des distorsions récentes de prix. D'autres facteurs invalident cette formation des prix comme la modification à la hausse de la taxe à l'importation.

Par rapport à ce schéma de référence, la forte augmentation des prix du riz local à la consommation a entraîné en 2004-2005 des opportunités de marges très importantes dans la filière riz que nous allons tenter d'estimer⁴. La situation de référence est 2002-2003 (supposé assez proche en matière de structure des prix de 1999-2000 correspondant à l'étude UPDR/FAO). Il s'agit ici de comparer les prix de vente du paddy et d'achat au détail du riz sur 3 périodes (i) avant 2004, (ii) 2004 (situation de crise) et (iii) situation en cours (retour à la normale ?).

⁴ Cette estimation grossière est de moins bonne qualité que les résultats obtenus lors de l'étude UPDR/FAO (15 mois d'étude, une quinzaine de chercheurs/consultants, plus de 200 agents enquêtés...).

Fig.10. Formation des prix du riz local et du riz importé en 1999 (prix en Fmg / % sur prix final)



Source : UPDR/FAO – Les taxes à l'importation comprennent l'ensemble des taxes sur les importations

En 2003-2004 la variation moyenne des prix de détail entre périodes de récolte et de soudure, c'est-à-dire l'écart entre mai 2003 et janvier 2004 dans les 4 principales villes de Madagascar (Antananarivo, Toamasina, Antsiranana, Fianarantsoa) (Tab.2), a été relativement faible (+3%) du fait certainement des mois choisis (mai et janvier) mais aussi du caractère atypique de l'année. Un calcul de cet écart à Antananarivo, selon une méthode légèrement différente : entre le mois où le riz est le plus cher et le mois où il est le moins cher (ces mois pouvant varier selon les années), donne les résultats suivants : 29% en 2000-2001, 47% en 2001-2002, 8,3% en 2002-2003. Cet écart de prix varie donc selon les années dans une fourchette de 0 à 50%. En 2004-2005, il a atteint 115% ! reflétant les situations de « spéculation » portant sur un paddy acheté aux paysans 379 Ar/kg en équivalent riz⁵ en mai 2004 et revendu 1249 Ar en ville en janvier 2005 soit 8 mois plus tard. L'écart couvre largement les frais de décortiquage, stockage et commercialisation⁶, d'autant que la monnaie malgache s'est appréciée entre ces 2 dates. En appliquant une marge normale de 40%, qui correspond à la partie haute de la fourchette de variation annuelle des prix de détail récolte/soudure, le surplus de gain est estimé à 589 Ar/kg de riz.

Tab.2. Prix et marges sur riz local (Kg/Ar)

Taux paddy/riz = 0,66	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Prix paddy récolte (mai) (1)	211	250	400
Prix équivalent riz	320	379	606
Prix riz détail récolte (2)	494 (516)	580 (594)	900 (760)
Prix riz détail soudure (janvier) (2)	507 (506)	1249 (1164)	
Marge vente récolte	174	201	294
Marge vente soudure	187	870	
Ecart entre marges récolte et soudure	+7%	+333%	

(1) Moyenne des 6 régions (le prix a varié entre 174 et 247 Ar selon les régions en mai 2003) (Annexe 4)

(2) Prix moyen dans les 4 principales villes de Madagascar (entre parenthèses : Antananarivo)

Sources : MAEP, INSTAT/DSM/SPC, enquêtes rapides avril 2005.

⁵ Prix du paddy corrigé du coefficient de transformation paddy/riz (valeur du paddy contenue dans 1 kg de riz).

⁶ Même si le prix du carburant était élevé à cette période.

3.3. L'arbitrage entre riz local et riz importé en 2004-2005

A la période habituelle d'importation (fin de l'année 2004), l'arbitrage entre riz national et riz importé pour les opérateurs économiques était en 2004 nettement en faveur du riz malgache (Tab.3). Avec en début d'année 2004 un prix dédouané du riz importé de 385 Ar/kg, on comprend l'intérêt que pouvaient avoir les opérateurs à chercher des stocks de riz malgache de la récolte 2003. L'augmentation des prix de détail du riz local a ensuite incité les opérateurs à opter pour le riz importé ; mais en août 2004, le prix du riz au niveau international était plus élevé encore, renchéri par la dévalorisation de la monnaie malgache, et la marge brute pour acheminer ce riz sur les lieux de consommation s'est réduite à 39 Ar/kg (= 734 Ar – 695 Ar). Il était alors inenvisageable d'importer sinon à trouver des prix préférentiels sur le marché mondial. Quelques opérateurs, anticipant une augmentation plus importante encore des prix de détail, ont importé ; d'autres ont hésité du fait de la concurrence de l'opération d'importation gouvernementale et surtout de l'administration d'un prix de vente bloqué à 700 Ar. Pourtant parallèlement, il devenait de plus en plus difficile de trouver du riz national et son prix était élevé. En décembre 2004, les prix de détail étaient très élevés et la marge à réaliser sur le riz importé redevient intéressante mais le riz gouvernemental commence à rentrer massivement (43.000 t en décembre, 135.000 t sur les 3 mois : décembre, janvier et février), dissuadant les opérateurs de travailler le riz importé. En avril 2005, la première récolte de riz malgache et la baisse des prix qui s'en est suivie, ont favorisé un arbitrage pour le riz national.

Tab.3. Prix et marges sur riz importé

	Unité	Janvier 2004	Août 2004	Décembre 2004	Avril 2005
Prix CAF riz importé ⁷	US\$/t	210	240	280	300
Cours Fmg	Fmg/US\$	6451	10200	9359	9726
Prix dédouané (1) = A	Ar/kg	385	695	744	829
Prix détail (observé)	Ar/kg	507	734	1147	900
Marge brute riz importé	Ar/kg	122	39	403	71
Prix paddy ou riz (observé)	Ar/kg	194 (récolte 2003)	550 (récolte Lac Alaotra 2004)	1000 (stock récolte 2004)	500 (récolte 2005)
Prix paddy en équivalent riz = B	Ar/kg	294	833	1000	758
Prix relatif riz importé/riz local = A/B		1,31	0,83	0,74	1,09

(1) Taxes totales 42%

Il convient cependant de nuancer l'ajustement du marché du riz par les prix à Madagascar. Selon la théorie néoclassique, les marchés ont le potentiel d'agrèger l'offre et la demande entre les agents par le jeu des prix. Un fonctionnement peu efficace des marchés comme c'est le cas dans la Grande Ile (faible intégration, segmentation...) empêche les politiques macro-économiques d'agir sur les motivations et les contraintes des agents et le marché de réguler les prix par la concurrence. Les marchés malgaches manquent encore d'infrastructures de communication et de transport, d'une règle de droit et d'un accès à la finance commerciale (Moser et al., 2005). Ainsi, au niveau sous-régional, 79% des communes semblent en équilibre concurrentiel (zone rurale : profits égaux selon l'espace, le

⁷ Pour 2004 nous avons considéré une hypothèse de prix correspondant au prix CAF auquel plusieurs gros importateurs auraient acheté : en janvier MADRIGAL (210 US\$), SILAC (205 US\$), SCIM (212 US\$), NIVONIAINA (213 US\$), OLA M/CAR SARL (202 US\$) ; en août RAKOTOSON GEORGES et NIVONIAINA 226 US\$, ETS FELANA 255 US\$; en décembre COCIMA 279 US\$ (source : MICDSP, Direction du Commerce).

temps et la forme, une fois les coûts limités de transport, stockage et décorticage déduits ; profits nuls à l'arbitrage spatial et temporel). Par contre, au niveau régional, 96% des communes sont en équilibre non concurrentiel (zone urbaine : profits importants, rentes excessives à l'arbitrage spatial). Les marchés du riz sont donc considérablement fragmentés à travers le temps et l'espace dans le pays (Moser et al., 2005).

4. Rétrospective de l'année 2004 : comment la crise a été gérée ?

L'objet de cette partie est de faire une revue historique à la fois des manifestations de la crise et des prises (ou absences de prises) de décision des acteurs, elle facilitera l'analyse institutionnelle de la façon dont la crise a été gérée. Cette rétrospective factuelle est mise en parallèle de données parcellaires sur les prix du paddy (pour lequel il n'existe pas de chronique systématique) et du riz (accent mis sur des situations extrêmes que ne reflètent pas les moyennes) et de quelques données sur les flux et les stocks.

Cette revue montre que le problème a été posé assez tôt dès le début de l'année 2004, suivi d'une longue période d'hésitation de la part des opérateurs (à importer), des bailleurs et organismes de coopération (à recommander) et de l'Etat (à intervenir).

Tab.4. Rétrospective mensuelle de 2004 et début 2005

Date	Faits	Prix achat paddy	Prix vente riz	Quantités			Remarques
01/04	Passage de la taxe d'importation de 15 à 20% (JO 5 janvier 2004)						
02/04	1 ^{er} cyclone						
03/04	2 ^{ème} cyclone début mars: détérioration de la situation Frilosité des opérateurs (pas de visibilité de la stratégie de l'Etat) / Inquiétude de la Présidence / Sortie de projections inquiétantes de l'UPDR/MAEP						
04/04	Inventaire des stocks de riz dans toute l'île : 12.000 t (?) Opération Riz à 3400 Fmg de l'Etat : injection de 4000 t sur le marché à prix "bonifié" de 3400 Fmg		Paddy à 850-1000 Fmg à Analamanga/Itasy				
05/04	Tendance des riziculteurs à vendre car crainte que la situation de prix élevé ne dure pas et d'une intervention du Gt						
06/04	Accalmie avec la récolte de juin à septembre : assez de riz mais inquiétude (avertissement des communes du Lac Alaotra par radio: faire attention à ne pas tout vendre) Faibles importations les 6 premiers mois. Le manque de riz se fait sentir dans le Nord, littoral Est, Tana / « Pompage » rapide de la production dans toutes les régions qui produisaient bien, à Tana la production a été « aspirée » très tôt. Les acheteurs se sont rués en juin sur les autres zones comme le Lac Alaotra.		Paddy du Lac 1000 Fmg début juin et 100 Fmg de plus par semaine (du jamais vu) Fin juin : le paddy était déjà à 1300-1500 Fmg.				
07/04	le FMI constate la mauvaise performance économique de Madagascar (difficile alors de détaxer le riz à l'importation) Lors de la distribution de prix aux meilleurs agriculteurs à lavelo, PRORILAC approche le 1 ^{er} ministre : année difficile, que fait-on ? Les importateurs hésitent à importer, les banques les en dissuadent, les importateurs veulent s'entendre avec l'Etat car riz stratégique.						
08/04	Atelier filière : la profession insiste pour qu'on parle de la situation en cours (présence des opérateurs, banques, Etat...) Le MAEP laisse planer le doute sur une intervention possible de l'Etat A partir d'août, totale « cacophonie » (Encart 3), 3 tendances dans les discours : (i) laisser faire les privés, il faut qu'il y est du riz, (ii) pas question, il faut bloquer le riz à un certain prix, (iii) publier le différentiel : le riz ne peut pas être vendu 3500 Fmg (impossible si on paie toutes les charges et transport). Proposition par les opérateurs d'une entente avec ministre des Finances pour règlement des droits de douane, frais portuaires, frais de transport : que l'Etat prenne en charge certains frais (si rien n'est pris en charge par l'Etat, impossible de vendre au détail à moins de 4500 Fmg). Aucune réponse. 13 août : meeting Primature – le Gt explore les possibilités d'augmenter les importations par le biais de l'aide alimentaire		2700 Fmg le paddy au LA	4100 Fmg à Tana	Inventaire de 10-15.000 t d'aide alimentaire pour les 12 mois à venir (hors programmes structurels) Le SAP diagnostique un besoin de 4019 t pour le Sud.	La FAO estime à 250.000 t riz la perte de production due à Elita et Gafilo	

	<p>ou d'obtenir des conditions avantageuses pour l'importation commerciale (mission du ministre du commerce en Asie)</p> <p>Délégation malgache se déplace en Asie pour trouver du riz auprès du 3^{ème} groupement commercial en Thaïlande – contrat complètement commercial: 272 \$ CAF et 100.000 t (bon prix, bonne qualité, quantité insuffisante).</p> <p>13 août : meeting ad-hoc organisé par USAID et EU : la Coopération française (SCAC et AFD) prend clairement position pour une réduction de la TI. Attentisme des autres</p> <p>17 août : Conférence de presse – ministre Agriculture : maintien de la TI 20% (+20% TVA), le marché doit réguler la situation (pour rassurer les importateurs)</p> <p>31 août : le Gt annonce une importation de 100.000 t (aide alimentaire et importations commerciales)</p>				<p>Tendance des riziculteurs à vendre ou à stocker selon les régions</p> <p>Niveau des stocks fin août : 47.000 t (12.000 t riz importé et 25.000 t riz national)</p>	
09/04	<p>Les opérateurs informent le Président de la République qu'octobre sera catastrophique (pas encore production de Tana...).</p> <p>La Banque mondiale sort une note : la TI ne sert plus à protéger un revenu minimum pour les producteurs, possible de la diminuer de moitié sans diminuer les recettes de l'Etat.</p>	2000 Fmg		<p>Ecoulement des 100.000 t de riz importé entre octobre et février sur le marché – le « riz gouvernemental » commence à rentrer</p>		
10/04	<p>1ères livraisons du riz gouvernemental avec retard</p> <p>L'Etat propose aux opérateurs une subvention temporaire à récupérer sur les dons de riz mais pas de transparence.</p>	Paddy à 4000-5000 Fmg à Analamanga/Itasy		<p>20/10/04 : arrivée de 13.000 t de riz pakistanais à Tamatave (opération riz)</p>		
11/04	<p>Débats commission plénière AN/projet de LF2005 : des députés demandent au ministre de l'EFB une détaxation totale du riz importé pour faire baisser le prix – même demande du vice-Pt du Sénat (PDG de KALETA) à l'hôtel Colbert s'appuyant sur un différentiel + demande de subvention pour l'importation de riz par les opérateurs qui souhaitent s'y investir.</p> <p>23 novembre : mise en place de commissions de contrôle et suivi de la circulation du riz import au niveau des sous-préfectures de la région Analamanga avec la participation active des forces de l'ordre</p> <p>Fin novembre : suppression de ces commissions</p> <p>29 novembre : rencontre entre députés et Gt autour du problème de riz à l'AN – pas de baisse de la TI</p>	<p>Dans 70% des régions du pays, on a acheté du riz à 6000 Fmg pendant 3 mois</p>	<p>Fin novembre : 8000 Fmg à Farafangana, 11000 Fmg à Vangaindrano (Sud-Est)</p> <p>8000 Fmg à Tamatave, fin novembre</p> <p>17.500 Fmg à Antalaha 1 jour (région SAVA)</p> <p>Morondave, Mahabo : 2625 Fmg</p>	<p>Le FCPA en novembre-décembre-janvier a incité au destockage après demande de la Primature et du ministère de l'Agriculture: inondation du marché de Tana avec 1500 t pendant 2-3 semaines (un peu Tamatave aussi). Les opérateurs ont accepté car ont eu peur que leurs stocks soient réquisitionnés.</p>		
12/04	<p>6 décembre : mise en place d'un comité de pilotage co-présidé par le Président de l'Assemblée Nationale et le chef de région Analamanga</p> <p>Voyage dans plusieurs pays d'Asie du « chief of staff » et de responsables du ministère du Commerce pour trouver du riz bon marché</p> <p>26 décembre : Roland Ratsiraka (maire de Tamatave) promet du riz à 2500 Fmg le kg (subvention appui ONG) -> que 69 sacs commercialisés en janvier !</p>	<p>Paddy cultivé en décembre-janvier : 3000 Fmg</p>	<p>Morondave 5000 Fmg (grenier à riz !)</p>	<p>Décembre-janvier-février : stocks très tendus</p> <p>04/12/04 : 19.000 t de riz indien à Tamatave (opération riz) / MAGRO</p> <p>16/12/04 : 13.570 t de riz thaï à Tamatave (opération riz) / 4</p>	<p>Le prix du riz a flambé dans le Menabe entre novembre et décembre du fait de l'arrivée de collecteurs de Tana, Antsirabe et</p>	

				bénéficiaires	Fianarantsoa	
01/05	Déclaration du ministre du Commerce : éventuelle hausse des prix du riz importé par le GT			Région SAVA : jusqu'à 20.000 Fmg le kg fin décembre à Sambava (interdiction d'exporter d'Andapa) !	10/01/05 : 8.600 t de riz thaï à Tamatave (opération riz) / MAGRO 26/01/05 : 12.000 t de riz thaï à Tamatave (opération riz) / MAGRO et autres	
02/05						
03/05	Fin mars : fin annoncée de l'opération riz à 700 Ar					
04/05		Paddy à 2000-2500 Fmg à Analamanga/Itasy, 2000-2400 Fmg à Antsirabe Prix au Lac très instable : en une semaine peuvent varier de 20%		Sur le marché de Tana actuellement riz chinois à 25% brisures à 4500-5000 Fmg, riz indien à 3500-4000 Fmg (qualité ? ont payé taxes ?), riz local à 3700-3600 Fmg et même à 3500 Fmg (Arivonimamo)	+140.000 t rentrées opération riz MAGRO a importé 70.000 t après opération des 100.000 t	
06/05	Colloque gouvernemental					

Encart 3. L'expression de la « cacophonie »

L'Etat

- MAEP : ne pas intervenir, laisser faire le marché car devrait bénéficier aux riziculteurs (par le biais d'une augmentation du prix du paddy) et aux importateurs (pas d'incertitude en matière fiscale ou d'intervention de l'Etat)
- Ministères des Finances : laisser faire le marché, maintenir la TI qui rapporte des ressources financières à l'Etat, prudent après l'échec de la détaxation 2003
- Ministère du Commerce : grande hésitation sur la direction à prendre : laisser faire le marché ? diminuer la TVA et la TI ? trouver de l'aide alimentaire (solidarité internationale) et des conditions d'importation avantageuses (prix CAF), au final initiative de « l'opération riz à 700 Ar »
- Présidence : détaxation de fait, « opération riz à 700 Ar », imposition de Magro
- Primature : l'opération « riz à 700 Ar » doit continuer

Les bailleurs de fonds et organismes de coopération

- Le FMI : maintenir la TVA et la taxe à l'importation, ajustement l'année suivante ?
- La Banque Mondiale : même position avec assouplissement en septembre : diminuer la TI ? Aide budgétaire ?
- L'Union européenne : diminution de la TI et peut-être de la TVA
- Coopération française : proposition très tôt de supprimer la TI
- Coopération japonaise : augmentation de l'aide alimentaire et engrais

5. L'importation initiée par le Gouvernement : « l'opération riz à 700 Ar »

Pour limiter les risques de mécontentement de la population, l'Etat souhaite intervenir sur les prix car l'accès au riz est une variable sociale et éminemment politique⁸ pour plusieurs raisons :

- Le poids dominant du riz dans les dépenses des ménages malgaches,
- Le non accompagnement de l'inflation des prix par une revalorisation aussi importante des salaires ;
- La pauvreté d'une frange de la population urbaine et de la population rurale
- La forte proportion de riziculteurs acheteurs de riz pendant la période de soudure

⁸ Bien après les rois de l'Imerina, tous les chefs d'Etat qui se sont succédé au pouvoir à Madagascar ont utilisé le riz pour consolider celui-ci. Ceux qui ont essayé de mettre au second plan le riz ont risqué leur pouvoir car cette céréale divine reste un marqueur culturel. En voici deux exemples : (i) mécontentement de la population de la capitale quand, sous la Deuxième République, pendant les grandes crises de produits de première nécessité, le président Ratsiraka proposa le remplacement du riz par d'autres produits ; (ii) mécontentement aussi quand son prédécesseur le président Tsiranana, a favorisé les cultures d'exportation (dont le café) et introduit d'autres cultures (dont le soja) ; il se rattrapa en concentrant les aides techniques sur la région rizicole du Lac Alaotra.

5.1. Une nouvelle filière de commercialisation est née !

Dans la crainte d'une pénurie insoutenable de riz et d'un prix très élevé en période de rentrée scolaire, le Gouvernement a initié une opération de prospection groupée pour trouver du riz asiatique (achats et dons) avec la participation de quelques opérateurs économiques pour l'importation et des pouvoirs publics / bénévoles pour la distribution.

Pour compresser les coûts et les marges entre un prix CAF élevé et un prix de détail fixé à 700 Ar, l'Etat a accéléré les procédures douanières, appuyé la commercialisation et fixé les marges à chaque étape de la distribution. L'Etat a progressivement pris en charge le frais de transport du riz importé jusqu'aux chefs-lieux de régions, ensuite les responsables locaux : élus et représentants de l'Etat, se sont chargés de la distribution au niveau des sous-préfectures, des communes et des *fokontany* de façon à ce qu'il atteigne le consommateur à un prix de 3500 Fmg.

Un fort appel à la solidarité a été fait. La solidarité internationale, à travers les dons de pays tiers, devait permettre grâce au produit de leur vente, de compenser les pertes éventuelles des opérateurs privés et de payer au Trésor Public l'ensemble des taxes dont le règlement était reporté. La solidarité nationale (société civile et armée) a été sollicitée pour que ce riz parvienne jusque dans les zones les plus reculées du pays. Les dons étrangers ont été limités (5000 t de Thaïlande, 5000 t de Chine, ensuite Japon). La solidarité nationale ne s'est que partiellement mobilisée : Armée (approvisionnement des communes environnantes, Tamatave, opérations plus ponctuelles), députés (distribution dans les *fokontany* ruraux), ecclésiastiques (transport dans quelques zones reculées), société de pêche (transport dans la zone de Mahajanga), dons de carburant de la part de privés indo-pakistanaïis.

Les dons n'ayant pas été en mesure de compenser le montant des taxes, et les importateurs n'ayant toujours pas acquitté ces taxes, cette importation peut-être considérée comme subventionnée par l'Etat.

Dans ces conditions, 100.000 t de riz sont d'abord entrées à Madagascar, à un tarif CAF de 262 US\$ la tonne. Ces 100.000 t se sont répartis en 95.000 t pour la revente et 5.000 t de dons. 6 opérateurs nationaux seulement ont participé à cette opération commerciale, en contrepartie d'un engagement à commercialiser le riz à un prix permettant la vente au consommateur final à 700 Ar. Fin avril 2005, les importations de riz gouvernemental avaient largement dépassé les 100.000 t prévues au moment de son initiation (Tab.5, Fig.12).

Tab.5. Répartition du riz gouvernemental de l'opération 700 Ar

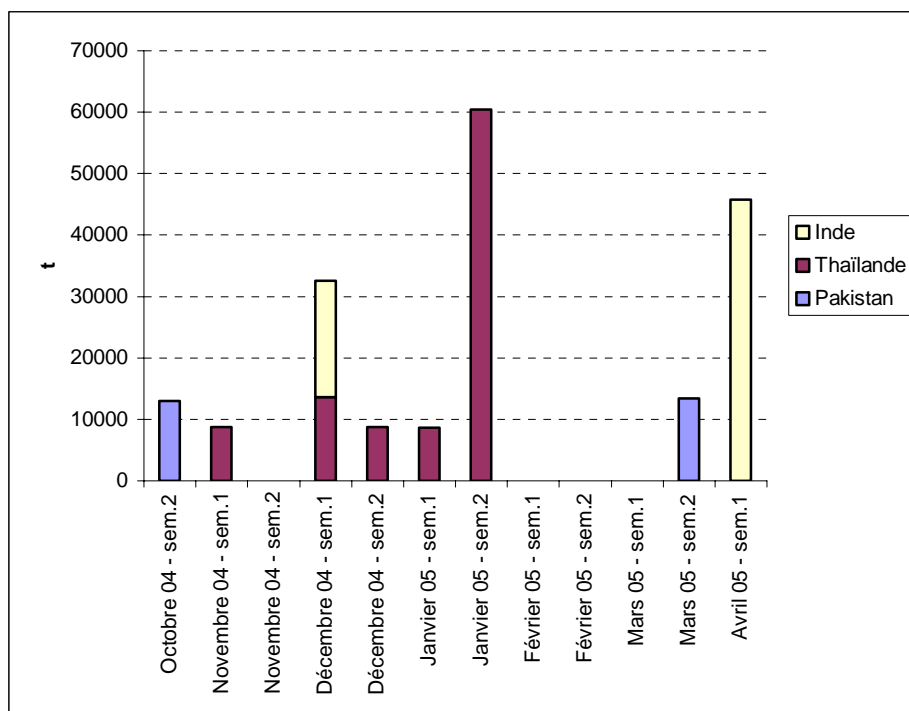
ORIGINE	BATEAU	Date d'arrivée	MAGRO	RABE NAIVO	RAMAEX	SILAC	MIFIDY	SCAA	DON	TOTAL
Pakistan	Kallang	18/10/04		13 000						13 000
	Lisa L	10/03/05			6 800	6 600				13 400
										26 400
Thaïlande	Dae Gak Bong 1	02/11/04	8 700							8 700
	Pearl	14/12/04	3 175	1 900	4 275	4 280				13 630
	Dae Gak Bong 2	20/12/04	7 225			1 480				8 705
	Dae Hong Dan	10/01/05	8 600							8 600
	Jaipur	26/01/05	12 750							12 750
	Vanda Naree	06/02/05	17 650		2 850					20 500
	Mu Du Bong	01/02/05		5 050	3 650					8 700
	Dae Gak Bong 3	11/02/05		5 600	2 625			475		8 700
Chopol 2	13/03/05					2 625	2 150	5 000	9 775	
										100 060
Inde	Phayoo Navee	05/12/2004	18 880							18 880
	Orbit	14/04/2005	17 800							17 800
		28/04/2005	28 000							28 000
										64 680

Remarque: les 17 800 t et les 28.000 t de riz indien constituent les premières cargaisons du contrat de 70 000 t

122 780	25 550	20 200	12 360	2 625	2 625	5 000	191 140
----------------	---------------	---------------	---------------	--------------	--------------	--------------	----------------

Source : MICDSP / état fin avril 2005

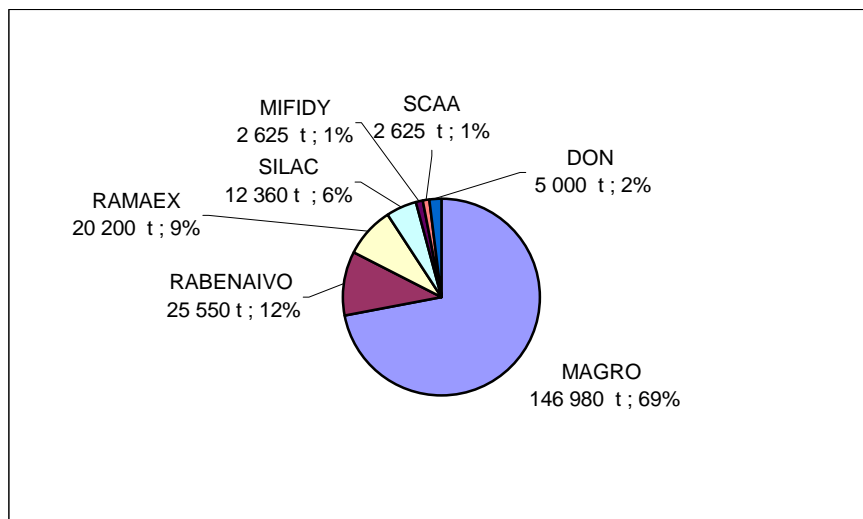
Fig.11. Dates d'arrivée et pays d'origine du riz gouvernemental



Le premier bateau thaïlandais (principal pays fournisseur) est arrivé tard, en novembre 2004, suivi par plusieurs cargaisons en décembre et janvier. Les derniers contrats proviennent d'Inde. Après un arrivage conséquent en janvier 2005, plusieurs semaines se sont écoulées avant un relais de l'Inde et du Pakistan en matière d'approvisionnement

Source : MICDSP / état fin avril 2005

Fig12. Répartition du riz gouvernemental par importateur



L'entreprise MAGRO est clairement favorisée dans l'attribution du « riz à 700 Ar ». Les autres importateurs ne dépassent pas chacun 12% du marché alors que MAGRO atteint presque 70%.

Source : MICDSP / état fin avril 2005

5.2. Les importations en 2004-2005

Les importations commerciales pendant les 6 premiers mois de l'année 2004 ont été très faibles en volume (55.000 t) et en proportion des importations annuelles (38%). Une telle situation a cependant déjà existée récemment sans peser sur les prix : en 2002 pendant la crise politique et au milieu des années 90 (Tab.6), mais à l'époque, d'une part, la population et donc les besoins alimentaires étaient moins importants, et d'autre part, le cadre macro-économique n'était pas le même (dévaluation, cours international du riz et du pétrole).

Tab.6. Importations totales (t)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Janvier	271	5 743	8 806	13 212	24 757	29 725	10 330	38 176	30 392
Février	841	9 067	10 540	14 482	24 921	32 680	1 900	36 088	6 601
Mars	640	8 750	8 206	10 609	15 984	32 518	8	37 269	11 750
Avril	1 827	7 523	4 162	9 292	9 199	23 994	1 800	18 763	5 248
Mai	2 343	6 127	1 182	6 840	3 374	20 564	2 705	16 788	1 085
Juin	2 354	3 997	703	8 072	5 997	14 298	0	13 307	356
Juillet	1 479	2 983	689	3 896	6 491	11 044	1	6 310	873
Août	563	969	3 214	3 580	13 963	4 051	4 501	10 340	21 000
Septembre	861	801	3 262	172	15 540	1 487	5 380	5 429	731
Octobre	862	1 429	3 992	2 896	28 393	6 484	12 843	22 503	13 000
Novembre	1 189	2 918	2 299	10 723	27 055	2 522	10 495	20 186	12 042
Décembre	3 533	5 702	8 320	19 772	31 698	9 286	11 549	29 143	43 136
Total an	16 763	56 009	55 375	103 546	207 372	188 653	61 512	254 302	146 216
6 premiers mois	8 276	41 207	33 599	62 507	84 232	153 779	16 743	160 391	55 432
6 mois/an	49%	74%	61%	60%	41%	82%	27%	63%	38%

Source : INSTAT jusqu'en 2003 - MICDSP en 2004

Au cours des 4 premiers mois 2004, une dizaine d'opérateurs a importé des quantités importantes (plus de 1000 t par arrivage) pariant sur une augmentation des prix sur les marchés de Madagascar (importations d'août) ou sur un maintien de ces prix à un niveau élevé (importation de décembre et de février): MADRIGAL 2500 t (janvier), SILAC 2850 t (janvier), SCIM 9150 t (janvier), ETS NIVONIAINA 3500 t (janvier), OLAM M/CAR 7000 t (janvier), UCODIS 3700 t (janvier), COCIMA 5000 t (février), DELPHIS TRADING 6000 t (mars), KOBAMA 5000 t (mars), ETS HARILALAO 4000 t (avril).

A contre courant de la tendance générale (faible intérêt pour le riz importé), 4 opérateurs ont importé des quantités non négligeables plus tard dans l'année ou début 2005 : RAKOTOSON GEORGES 11.000 t en août 2004, ETS FELANA 10.000 t le même mois, COCIMA 1.900 t en décembre 2004 et NIVONIAINA 15.000 t en février 2005.

L'opération d'importations gouvernementale est concomitante à un ralentissement des importations commerciales de riz à partir d'octobre 2004 (Tab.7). On note cependant une entrée importante en février 2005.

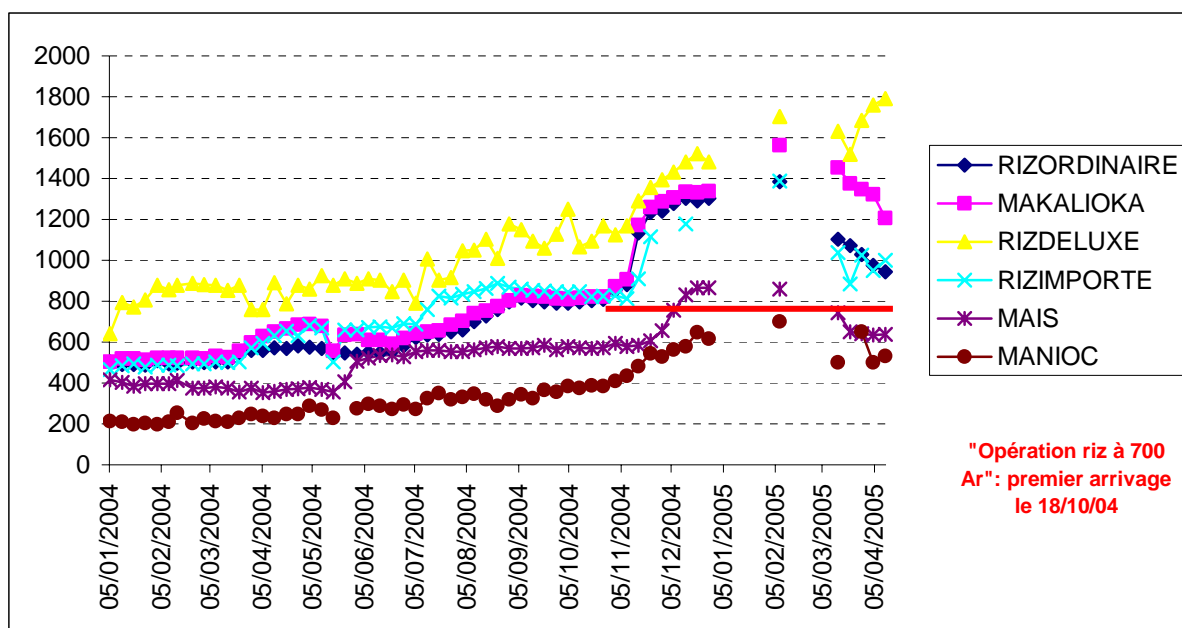
Tab.7. Décomposition des différents types d'importations en 2004 et début 2005

	2004			2 005		
	Importations commerciales	Importations Opération riz	Total	Importations commerciales	Importations Opération riz	Total
Janvier	30 392		30 391	7511	21350	28 861
Février	6 601		6 601	25695	37900	63 595
Mars	11 750		11 750	25	23175	23 200
Avril	5 248		5 248	???	17800	17 800
Mai	1 085		1 085			
Juin	356		356			
Juillet	873		873			
Août	21 000		21 000			
Septembre	732		732			
Octobre	0	13000	13 000			
Novembre	3 343	8700	12 043			
Décembre	1 921	41215	43 136			
Total an	83 301	62 915	146 216	33 231	100 225	133 456

Source : MICDSP

L'arrivée du riz de l'opération gouvernementale à partir de fin octobre 2004 n'a pas pesé à la baisse sur les prix, ceux-ci se sont envolés au moment où ce riz commençait à arriver (Fig.13). Les trop faibles quantités à chaque arrivage face à une pénurie grandissante peuvent expliquer cette faible influence. Elles pourraient même avoir eu un effet contreproductif dans le sens où elles ont dissuadé les opérateurs de réaliser des importations commerciales (Encart 4) qui, à condition qu'elles soient massives, auraient elles peut-être pu limiter la flambée des prix de novembre en injectant des quantités de riz importantes sur le marché. Les facteurs d'hésitation ont été la crainte d'importations concurrentes commanditées par l'Etat, l'attente d'une modification de la taxe d'importation, la crainte d'un prix administré sur le marché.... Les entrées de riz commencent à devenir significatives (plusieurs dizaines de milliers de t par mois) tardivement, à partir de décembre 2004, au moment de la récolte du riz de première saison. Elles ont cependant permis de tendre un filet de sécurité pour les populations urbaines.

Fig.13. Evolution des prix du riz à Antananarivo (dont riz gouvernemental) en 2004-2005



Source : URP SCRiD

Encart 4. NIVONIAINA ou l'éviction des importations en dehors de « l'opération 700 Ar »

NIVONIAINA commercialise du riz importé dans plusieurs régions de Madagascar depuis plusieurs années mais en importe directement seulement depuis fin 2002. Sa période d'importation s'étale de juin à mars pour une quantité totale en 2003 d'environ 50.000 t, ce qui en a fait l'un des principaux importateurs de riz de Madagascar. Sa capacité d'importation est plus importante encore mais limitée par les exigences bancaires. L'entreprise prévoyait d'importer l'équivalent de 4-5 bateaux de 12.000 t en 2004, soit au moins la même quantité qu'en 2003. Un premier chargement est arrivé en août 2004 juste avant l'opération « riz à 700 Ar ». Freiné dans ce programme par les mesures prises par l'Etat (crainte d'inondation du marché national avec 100.000 t de riz en un temps réduit), l'opérateur a annulé plusieurs commandes en Thaïlande (accord des banques obtenu, contrat effectué, premier bateau à port à Bangkok). Actuellement l'entreprise souhaite importer 8-10.000 t mais demeure dans l'expectative des mesures gouvernementales. Quelques chiffres concernant NIVONIAINA:

- 11.000 t importées en août 2004 (contrat en date de février 2004), 226 US\$, 860 Ar prix grossiste, 900 Ar prix détaillant ;
- 48.000 t contrat réparti en plusieurs lots 2004, prix CAF 278 US\$, annulé contre dédommagement de 130.000 US\$ au fournisseur ;
- 15.000 t importées en février 2005 (contrat en date de décembre 2004) : 10.000 t à Tamatave, 5.000 t à Tulear, difficile à écouler (pas compétitif).

Toutes les taxes (TVA et TI) ont été acquittées sur ces différentes importations commerciales.

L'importateur NIVONIAINA aurait voulu bénéficier d'un quota sur l'opération gouvernementale

L'opération gouvernementale devait s'achever en mars-avril au moment du démarrage de la campagne de commercialisation 2005 (la récolte s'annonce bonne) mais elle s'est poursuivie. Magro a importé récemment 70.000 t (arrivage des 2 premiers bateaux en avril) à

283 US\$CAF/t avec une marge garantie de 30 Ar/kg. De nouvelles commandes pourraient également être passées en Inde (négociation en cours à un prix de 295 US\$CAF/t).

5.3. La distribution du riz à 700 Ar

La distribution s'est faite nécessairement avec des marges très serrées : 660 Ar/kg transaction grossiste, 680 Ar/kg transaction détaillant. La mise en œuvre de cette opération au niveau décentralisé a été organisée par le ministère du Commerce en collaboration avec les responsables régionaux et en concertation avec les élus. Le canevas initial était le suivant (Encart 5):

Encart 5. Consignes du Ministère du Commerce (source : MICDSP)

Cadre de l'opération

- opération décidée par le Gouvernement pour gérer une période de soudure particulièrement ardue, suite à une saison cyclonique dévastatrice.
- opération initiée en partenariat avec le privé (3P) : Etat (facilitateur/organisateur) – Privé (opérateur/acteur commercial).
- opération commerciale atypique, « à but social » / prix « administrés » / marges « bloquées » / répartitions géographiques et modes de distribution imposés / suivi et contrôle par l'Administration.

Mode opératoire :

- mise en œuvre, suivi et contrôle : MICDSP avec ses démembrements (volet technique), en collaboration avec les responsables de chaque région, autres Administrations existantes dans la Circonscription et éventuellement forces de l'Ordre.
- l'opération étant prévue s'étaler jusqu'au mois de mars ou avril 2005, une répartition initiale de « quotas » est fixée avec des ajustements ultérieurs suivant évolution situation sur terrain et suggestions des responsables régionaux.
- toutes dispositions doivent être prises pour assurer transparence et fluidité de toutes les informations concernant l'opération (mouvements de la marchandise, stocks, noms et adresses des revendeurs grossistes et détaillants avec les quantités livrées par jour...).
- les arrivages et dispatching à chaque stade doivent faire l'objet de rapports aux instances impliquées, idem pour les stocks disponibles : ces rapports servant de base aux suivis et contrôle.
- aussi bien les importateurs, partenaires de l'Etat, que ses revendeurs sont co-responsables avec l'Etat de la bonne exécution de cette opération et sont tenus de veiller à en respecter l'état d'esprit et le mode opératoire.
- chaque détaillant doit afficher clairement sur sa devanture l'inscription « opération riz à 3500 Fmg ».
- les marges de gros et de détail sont fixées à 100 Fmg/kg chacune.
- il est proscrit aux détaillants de vendre par sac entier.
- la plus large publicité est recommandée pour toutes les opérations utiles à la population concernant ce riz (radios locales entre autres).

A l'arrivée des bateaux, le ministre du Commerce avec l'aval de la Primature orchestre la répartition des quotas des opérateurs entre les différentes régions de Madagascar en fonction des demandes des chefs de région, basées sur une extrapolation des consommations régionales et déduction faite d'une estimation assez difficile à réaliser des stocks. L'affectation des flux aux opérateurs par destination s'est faite en tenant compte des réseaux de commercialisation de chaque opérateur.

Les chefs de région organisaient ensuite la répartition du riz ⁹ par sous-préfecture selon les demandes des différents maires en fonction des mêmes critères (population et stocks dans chaque commune) et en rendant compte de l'organisation de la distribution à la Primature. Les maires ont choisi des revendeurs ou se sont impliqués eux-mêmes dans la distribution à un niveau inférieur.

Pour la Région Analamanga, la distribution a été facilitée par l'appui de l'Armée. 5 camions de 5 t (3 en fin de période) ont été mis à la disposition de la région pour réaliser 1 ou 2 voyages par jour ou 1 voyage tous les 2 jours vers les communes. Les maires ont financé des indemnités journalières aux militaires convoyeurs (10.000 ou 5.000 Ar selon le grade) et aux chauffeurs (5.000 Ar). L'objectif était que le riz parvienne à 680 Ar aux chefs-lieux de commune. C'était possible dans un rayon de 82 km à partir d'Antananarivo, au-delà la Région a subventionné le coût du transport à l'aide de chèques carburant. Elle a dépensé jusqu'à 60.000 Ar par camion pour certains acheminements¹⁰. Les communes n'ayant pas de revendeurs ont engagé des dépenses supplémentaires pour atteindre les consommateurs très enclavés. Certains conseils communaux ont augmenté le prix final du riz contre l'avis de leur Région, invoquant l'importance des coûts de distribution à partir du chef-lieu de communes et le poids des sacs inférieur à 50 kg.

A partir du 15 janvier 2005, le riz précoce est arrivé, poussant les opérateurs à déstocker, et la pression sur le riz importé a diminué. Début mars 2005, la région s'est désengagée de l'organisation qu'elle avait mise en place.

Le quota de la ville d'Antananarivo a été géré directement par la CUA et les importateurs. La région Analamanga n'a pas organisé son ravitaillement et s'est juste tenue informée de la situation par les Présidents de *fokontany* qui se sont occupés un temps de la distribution. Les revendeurs ont revendiqué le droit de vendre ce riz et ont eu gain de cause, le système a été interrompu pour confier la vente à des revendeurs patentés : 2 à 4 par *fokontany*, approuvés par le Président du *fokontany* et le délégué au maire.

Cette description, même incomplète de l'organisation de la distribution du riz de « l'opération à 700 Ar » montre les failles d'un système où se mêlent des objectifs sociaux et commerciaux et où intervient un grand nombre d'acteurs qu'il est extrêmement difficile de contrôler. D'ailleurs, le ministère du Commerce lui-même avoue avoir perdu assez vite le contrôle de la vérification d'une bonne allocation du riz subventionné dans le pays. La Presse s'est faite le relais d'incidents « de corruption » à différents niveaux (importateurs, commerçants, autorités locales...) et d'actions « de spéculation » (stockage, transformation du riz en farine...) qui ont terni l'image de cette opération.

Plusieurs questions se posent aux observateurs:

- Comment ont été choisis (et écartés) les opérateurs privés participant à l'opération et comment s'est faite la répartition des cargaisons des navires ?
- Ces opérateurs devront-ils s'acquitter des droits et taxes à l'importation non payées ?
- Pourquoi la prise en charge et le financement de la distribution du riz jusqu'au consommateur sont-ils si peu clairs ?

⁹ Mise en place pour cela de Comités de gestion décentralisés dans chaque région (chef de région, élus). Ces Comités ont disparu en cours d'opération laissant la place à un contrôle par remontée de l'information de la gendarmerie et de la police.

¹⁰ A partir d'une contribution du PDS *Faritany* d'Antananarivo de 10 millions Fmg.

- Pourquoi la simple destination géographique du riz est-elle si difficile à obtenir (tous les opérateurs n'ont pas donné l'information au ministère du Commerce) ?
- Le riz a-t-il été vendu à perte à 700 Ar/kg dans les zones très enclavées ?
- Quel est le niveau de confusion des fonctions politiques (responsabilité sociale) et économiques (distribution du riz pour son propre compte) ou de corruption au niveau local ?
- Qui a bénéficié des 20 Ar/kg de marge quand les *Fokontany* et les maires ont pris en charge la commercialisation ?
- Quel est le niveau de préjudice porté aux opérateurs traditionnels de la filière : importateurs mais aussi intermédiaires du commerce ?
- L'opération « riz importé à 700 Ar » va-t-elle continuer avec l'entrée en récolte du riz national ?

Encart 6. Impact « visible » de « l'opération riz à 700 Ar »

<i>Positif</i>	<i>Négatif</i>	<i>Neutre</i>
<ul style="list-style-type: none"> - Filet de sécurité pour les populations pauvres surtout urbaines 	<ul style="list-style-type: none"> - A peu atteint le milieu rural - N'a pas toujours été vendu 700 Ar - A entraîné de la corruption (bénéfices, poids du sac...) - A coûté cher à l'Etat, à la Région et aux communes 	<ul style="list-style-type: none"> - N'a pas pesé sur les prix du riz malgache - N'a pas éliminé les situations de spéculation liées à la pénurie de riz

Une autre source de distorsion des prix liée à l'intervention publique est la réglementation des transactions de riz local. Plusieurs autorités locales (souvent les sous-préfets) ont limité ou interdit l'exportation de riz de leur *fivondronana* par l'utilisation de « barrières économiques ». Au Lac Alaotra par exemple il était nécessaire d'obtenir une utilisation spéciale pour transporter du riz à Antananarivo que seuls les gros opérateurs ou les opérateurs locaux pouvaient obtenir. Dans certaines zones des provinces d'Antsiranana et de Mahajanga, le transport du riz était limité à 5 sacs par camion ¹¹ (Minten et Ralison, 2005b). Ce type de mesure a permis de maîtriser les prix dans les zones potentiellement exportatrices mais a occasionné une flambée des prix dans les zones déficitaires voisines : par exemple alors que le riz était à 800 Ar/kg fin décembre à Andapa, il est monté à 4000 Ar/kg à Sambava alors que le coût de transport entre ces deux zones est seulement de 80 Ar/kg (L'Express). Ces régulations locales ont très certainement exacerbé la volatilité des prix du riz pendant cette période critique (Minten et Ralison, 2005b).

¹¹ Exemple des régions de Sofia (*fivondranana* de Befandriana Nord, Madritsara, Bealanana) et sava (*fivondranana* de Vohemar et Andapa).

6. Stratégies des acteurs de la filière et impact de la crise

L'objectif ici est à la fois de documenter les stratégies d'adaptation des agents de la filière à la situation exceptionnelle de pénurie de paddy/riz et d'augmentation des prix (janvier 2004-mars 2005), les attitudes qui ont pu aggraver les distorsions économiques constatées et l'impact que cette crise a eu sur les conditions d'activité et d'existence des ménages.

6.1. Les riziculteurs

6.1.1. Les comportements/stratégies

A la récolte en avril 2004, les prix du paddy étaient à peu près semblables aux années précédentes, certains paysans excédentaires auraient donc normalement stocké. Mais face à l'augmentation des prix de vente du paddy, en mai 2004 la tendance était plutôt de vendre assez vite par crainte que la hausse des prix ne dure pas ou que le gouvernement intervienne pour la contrarier comme en 2000-2001. En août 2004, les stratégies paysannes se sont diversifiées selon les régions : certains paysans qui n'avaient pas encore vendu leurs excédents, ont préféré continuer à stocker tandis que d'autres, près des villes, ont vendu la plupart de leur produit. D'après les CECAM, les riziculteurs ont eu tendance à privilégier le stockage individuel plutôt qu'en GCV de façon à pouvoir réagir plus vite aux signes du marché.

Un dispositif d'enquêtes opérationnel [1621 ménages enquêtés en octobre-décembre 2003] a été remobilisé par le programme 4D¹² entre le 14 et le 18 décembre 2004 auprès de 76 ménages de la commune rurale d'Ampitatafika¹³ pour tenter d'estimer les comportements face à la forte hausse du prix du riz et les nouvelles conditions de vie des ménages (Binet et al., 2005). L'étude a montré que plusieurs mécanismes de prévention ont fonctionné et fourni des stratégies de réponse : classiques mais avec une ampleur inhabituelle (salarier agricole, diversification des activités, migration des enfants, vente du petit élevage), plus nouvelles comme le besoin d'intensifier les cultures ou de se concentrer sur les cultures vivrières. Il est trop tôt pour percevoir si ces changements sont passagers ou plus profonds. Cependant, entraînant une baisse de la consommation de riz et l'augmentation des dépenses, la crise a rendu plus pressant le besoin d'une amélioration des rendements et d'une sécurisation de la production. Confrontés au manque de moyens (engrais, formation), les paysans semblent vouloir mieux s'organiser pour réaliser leurs projets et limiter les risques d'une future crise.

Encart 7. Le cas d'Ampitatafika (source : programme 4D)

« La récolte 2004 a été décevante et inférieure à celle de l'année précédente : la perte de production (grêle, inondations et vents liés au passage des 2 cyclones) avoisine les 25%.

L'augmentation des prix a été très rapide : début septembre les épiciers achetaient leur riz chez un grossiste à Ambatolampy à 700 Ar/kg contre 1100 Ar/kg à la fin de ce même mois. Au début du mois de décembre, le prix était monté à 1200 Ar/kg. Le prix à la vente a augmenté de façon similaire jusqu'à atteindre 260-400 Ar/*kapoaka* selon le *fokontany*.

¹² Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes Terres malgaches.

¹³ Située le long de la RN7, commune d'Antanifotsy, province d'Antananarivo.

Les réserves des ménages en riz ont été épuisées 2 à 3 mois plus tôt qu'en 2003 pour 48% des ménages, au moment de l'enquête les ménages étaient donc dans l'obligation d'acheter leur riz. La majorité des ménages a commencé à acheter du riz à partir du mois de juillet et les quantités achetées sont inférieures à 1 *kapoaka* par personne et par jour pour 64% des ménages, ce qui est inférieur d'un tiers aux quantités achetées les années précédentes. Le riz a été supprimé le midi et remplacé par de la patate douce, du maïs et/ou du manioc et surtout de la pomme de terre (substitut le moins cher en décembre) dont les prix ont aussi beaucoup augmenté mais dont le prix relatif continue à baisser en fin d'année. Pour limiter les dépenses les ménages achètent moins de produits de première nécessité (bougies, savon...) et parfois diminuent les dépenses de santé voire de scolarité (depuis octobre, un nombre important d'enfants ont été déscolarisés ou vont irrégulièrement à l'école). 35% des ménages ont décapitalisé en vendant une partie ou la totalité de leur cheptel, restant ainsi sans épargne et dans une situation fragile. 1/3 des ménages a consommé les semences de riz, ce qui les obligera à s'endetter pour la prochaine saison.

20% des ménages interrogés ont rajouté à leur activité agricole une activité à caractère commercial : réparation de vélo, maçonnerie, gardiennage, fabrication et vente de brique...Près d'un quart des chefs de ménages de la zone sont partis en ville (Tamatave, Tananarive, Mahajanga, Ambositra, Sambava) chercher du travail (docker, tueur de pousse-pousse, charpentier, tresseur de corde, vendeur de « nouveautés chinoises »), ils sont partis plus tôt et plus nombreux en 2004. Le salariat agricole s'est développé pour l'intensification et la diversification agricole (37% des individus enquêtés contre 25% en 2003) mais l'offre de travail est bien supérieure à la demande à partir de décembre. De nombreux enfants (90 enfants recensés, jusqu'à 30% des enfants d'un *fokontanny*) sont envoyés dès 7 ans par leurs parents dans les villes (Tananarive et Tamatave) pour travailler comme employés de maison.

89% des enquêtés ont modifié leurs pratiques agricoles : 47% ont mis en culture du riz sur des parcelles en *tanety* jusque la dédiées à la culture de maïs ou de patate douce ou laissées en friche, d'autres paysans ont préféré diversifier leur production en cultivant du maïs, du haricot, de la pomme de terre...pour compléter leur alimentation. De manière générale la réponse paysanne s'oriente vers une mise en culture de toutes les terres exploitables

Remarque : cette commune rurale, qui vit essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et du salariat agricole, se caractérise par une taille moyenne des exploitations de 0,49 ha (inférieur à la superficie moyenne observée dans la province ou à la superficie moyenne nationale) ».

6.1.2. Qui a bénéficié de la hausse du prix du paddy ?

Les riziculteurs des deux principaux greniers à riz de Madagascar, qui récoltent en fin de saison principale (juin-juillet pour le Lac Alaotra, novembre pour Marovoay), semblent avoir bénéficié plus que les autres de l'augmentation des prix du paddy durant la saison 2003-2004. De manière générale tous les riziculteurs qui récoltent à partir de mai et n'achètent pas de riz au deuxième semestre, ont doublement bénéficié de cette opportunité.

A Madagascar 82% de la production de riz est récoltée pendant les 6 premiers mois de l'année (Tab.8), une grande partie de celle-ci est vendue dès la récolte par les riziculteurs excédentaires. En confrontant ce calendrier de récolte à l'évolution des prix du riz, l'augmentation des prix de vente du paddy a vraisemblablement favorisé les paysans excédentaires:

- des provinces de Toliara et à un moindre degré de Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga et d'Antsiranana pour la saison 2003-2004,
- des provinces d'Antananarivo, de Fianarantsoa et de Toliara pour la contre-saison 2004 (ou riz précoce),

- de l'ensemble des provinces pour la saison 2004-2005 dont la récolte vient de démarrer et pour laquelle les prix du paddy s'annoncent élevés. L'incertitude quand au maintien de tels prix entraînera certainement des comportements très différents parmi les riziculteurs (et les autres agents de la filière) ayant les moyens de stocker : certains voudront éviter l'erreur de vendre trop tôt comme l'an dernier, d'autres ne prendront pas le risque de stocker en situation de chute rapide des prix du riz.

Tab.8. Répartition de la récolte de riz dans l'année (%)

	Janvier- Mars	Avril- Juin	Juillet- Septembre	Octobre- Décembre	6 premiers mois
Antananarivo	17	81	1	1	98
Fianarantsoa	19	68	1	12	87
Toamasina	4	81	2	12	85
Mahajanga	5	64	23	8	69
Toliara	11	53	10	26	64
Antsiranana	3	69	18	9	72
Ensemble	12	70	7	11	82

Moyenne des % de riz récolté au niveau des communes

Source : Recensement des communes, Programme Ilo, Cornell U./FOFIFA/INSTAT (in Minten, 2003)

Même si une grande partie de la mise en marché est concentrée sur 3 mois, d'avril à juin, les 30% de récolte (soit environ 1 million t paddy) ayant lieu en dehors de cette période ont certainement joué un rôle d'atténuateur de crise.

6.1.3. La réponse des paysans à une augmentation des prix du paddy

Une étude prospective récente a montré qu'en situation d'augmentation des prix du paddy et du riz de 15%, qui affecte à la fois les ventes et les achats de riz des ménages dans le milieu rural, 71% des 1,7 millions de ménages de riziculteurs améliorent leur pouvoir d'achat de 3,2% tandis que 29% seulement voient leur pouvoir d'achat diminuer de 1,7% (WORLD BANK, 2005). Une analyse plus ancienne de la Banque mondiale mettait en relation le prix de vente du paddy et la proportion d'exploitations viables, montrant l'importance de ce facteur pour améliorer les performances rizicoles. L'augmentation « en grandeur nature » du prix du paddy en 2004 aura-t-elle eu ces effets bénéfiques et incité les riziculteurs à produire plus de riz ?

Les travaux de l'IFPRI-FOFIFA dans les années 90 sur l'impact de la libéralisation ont montré que les plus gros agriculteurs répondent significativement aux variations des prix des produits agricoles ¹⁴ pour leur production et leur surplus commercialisé, la majorité des petits agriculteurs ne semblant pas sensibles à ces variations. Les acheteurs nets de riz qui sont des producteurs ont une réponse non significative à l'augmentation du prix du riz. Ce sont souvent des ménages qui sont menés par des femmes, possèdent peu de terres, ont des revenus du salariat agricole et ont un grand nombre de personnes à leur charge. Les analyses montrent que ce groupe socio-économique est disproportionnellement frappé par une augmentation du prix du riz qui affecte le niveau des dépenses alimentaires et la

¹⁴ L'ensemble de l'analyse est valable aussi pour la réponse des paysans à une variation du prix des intrants.

consommation des calories ¹⁵ (IFPRI/FOFIFA, 1997). La réponse faible et non significative de l'offre aux changements des prix produits agricoles est expliquée par plusieurs facteurs structurels tels que l'existence de risques sévères sur les productions agricoles et la faible capacité des ménages pauvres à supporter ces risques, les contraintes de crédit, les coûts de transaction élevés pour accéder aux marchés des intrants et à la commercialisation des produits et l'inadéquation du système de vulgarisation agricole.

Il est trop tôt pour estimer correctement les effets de l'amélioration du chiffre d'affaires des riziculteurs ayant récolté tardivement en 2004, les premiers chiffres tendraient à montrer des phénomènes d'augmentation des superficies rizicoles sur les Hauts Plateaux et dans le Moyen-Ouest ou de mécanisation au Lac Alaotra. Les ventes de petits motoculteurs japonais (*kubota*) auraient augmenté de façon importante à Ambatondrazaka : 400 engins vendus cette année contre une douzaine en année normale ¹⁶.

6.2. Les consommateurs

6.2.1. La vulnérabilité des consommateurs ruraux

Plusieurs études ont montré qu'à Madagascar, les ménages ruraux sont vulnérables et résistent difficilement à des chocs importants, de nature climatique ou macro-économique.

La majorité des riziculteurs sont des acheteurs nets de riz. Même dans un grenier à riz comme le Lac Alaotra, 37% des agriculteurs devenaient des acheteurs ponctuels durant la période de soudure au milieu des années 90 (Randrianarisoa, 1997). La situation s'est cependant légèrement modifiée depuis puisqu'en 2001 les acheteurs ponctuels de riz constituent 23% seulement des riziculteurs les plus riches, dont font partie les agriculteurs du Lac Alaotra. Des données plus récentes (Minten et Barrett, 2005) montrent que 80% de la population rurale malgache déclare avoir eu à acheter du riz à un moment ou à un autre en 2004, 33% des riziculteurs ont vendu du riz à la récolte et acheté du riz à la soudure la même année. 67% des ménages sont acheteurs nets tandis que 25% seulement sont vendeurs nets (ces proportions ne varient pas beaucoup selon le quintile de pauvreté). Ramenées au nombre de riziculteurs, ces proportions deviennent 55% d'acheteurs nets et 36% de vendeurs nets. Ces deux catégories sont différemment représentées selon le quintile de pauvreté : parmi les producteurs de riz les plus pauvres on trouve 61% d'acheteurs nets et 27% de vendeurs nets ; tandis que chez les riziculteurs les plus riches on trouve 48% d'acheteurs nets et 42% de vendeurs nets. La soudure a commencé très tôt en 2004 : 70% des communes enquêtées n'avaient plus de paddy à vendre en novembre alors que c'est le cas de 50% seulement des communes habituellement. 84% des communes affirment que leur pouvoir d'achat a diminué en 2004 : 42% l'attribuent directement aux cyclones ou à la baisse de leur production tandis que 54% invoquent l'augmentation des prix des produits de première nécessité.

Les campagnes ont été victimes d'une augmentation des prix de détail du riz. Selon la théorie des marchés radiaux, les biens agricoles sont supposés aller des zones rurales vers les zones urbaines. Mais dans beaucoup de pays en développement comme Madagascar, ces flux sont observés pendant la récolte et sont souvent inversés pendant la soudure

¹⁵ L'exemple de Fianarantsoa Hautes Terres est donné : un prix plus élevé du riz réduit la demande en engrais par les ménages en moyenne du fait de la nécessité d'acheter du riz à la saison des plantations lorsque les contraintes de liquidités sont fortes.

¹⁶ Communication personnelle Claude Chabaud (BRL Madagascar) cité dans Minten, 2005a.

entraînant des prix de vente plus importants en milieu rural: les commerçants qui stockent le riz se situant plutôt dans les villes, les produits subissent deux fois les coûts de transport. Les prix sont plus élevés dans les villes en période de récolte quand les produits arrivent des zones rurales mais sont plus bas en période de soudure quand le flux est inverse (Barrett, 1996). Même sans cette inversion des flux, la variabilité des fluctuations intersaisonniers de prix est plus élevée en zone rurale qu'en zone urbaine. De fait les ménages ruraux sont plus vulnérables à la pauvreté et à la malnutrition saisonnière (Moser et al., 2005). En 2004, 66% des communes ont exporté du riz en avril-juin tandis que 51% des communes en importaient à la fin de l'année (Minten et Ralison, 2005b).

L'impact d'un tel phénomène est qu'une grande partie des riziculteurs n'a pas bénéficié de l'augmentation des prix en 2004 puisqu'ils ont vendu leur paddy à un prix semblable à 2003 à la récolte (avril-juin) et ont acheté du riz à un prix très élevé à la soudure (les prix n'ont commencé à augmenter qu'en juillet-septembre). Une moindre production, le renchérissement de leurs achats de riz et l'inflation des prix des produits de première nécessité importés (pétrole, bougie, huile...), auraient appauvri la majorité des ménages ruraux en 2004.

Une enquête qualitative réalisée les 3 derniers mois de l'année 2004 dans 300 communes de Madagascar (soit 20% de l'ensemble des communes) montre qu'en comparaison avec l'année 2001 la période a été défavorable au milieu rural (Minten et Ralison, 2005a). La productivité rizicole aurait été en moyenne selon les communes 6% moins bonne pour la saison 2003/2004 que 3 ans auparavant. 41% des communes ont enregistré une dégradation du rendement rizicole contre 13% seulement une amélioration. 80% des communes affirment avoir été touchées par un cyclone, toutes les provinces sont concernées mais certaines plus que d'autres : Antananarivo, Mahajanga et Antsiranana. Cette situation s'est traduite par une quantité moindre de surplus de paddy commercialisables : 50% des communes signalent une diminution des surplus et 22% seulement une augmentation. Pourtant si on compare le prix à la récolte (avril-juin) entre 2003 et 2004, les prix du paddy n'ont pas beaucoup augmenté. La région qui a connu la plus forte augmentation des prix à la soudure est Fianarantsoa, région la plus pauvre de Madagascar, où fin 2004 le paddy se vendait aussi cher qu'à Antsiranana, région où traditionnellement le prix est le plus élevé. A l'opposé les prix les plus bas ont été enregistrés dans la province de Mahajanga, certainement du fait des récoltes tardives et à la difficulté d'acheminer le riz en dehors de la zone en saison des pluies (Minten et Ralison, 2005b).

Les salaires nominaux dans les zones rurales ont augmenté en 2004 par rapport à 2003 et 2001 mais en termes réels ils ont diminué¹⁷. Ils n'ont pas suivi la tendance inflationniste des PPN et des produits alimentaires entraînant une diminution du pouvoir d'achat de la partie la plus pauvre de la population (Minten et Ralison, 2005b). Etant donné l'importance du riz dans les régimes alimentaires et les systèmes de production malgaches, son prix aurait influencé celui des autres produits agricoles. Le prix du riz a doublé en fin d'année 2004 par rapport à 2001, celui du maïs a augmenté de 58% et celui du manioc de 69%.

Les ménages pauvres à Madagascar subissent une compression saisonnière notable de leur consommation alimentaire. Pendant la période de soudure, environ un million de Malgaches tombent en dessous de la ligne de pauvreté pour y rejoindre les 9 millions qui y résident en permanence. La pression saisonnière semble considérablement plus aiguë en milieu rural, où les fluctuations saisonnières de prix sont trois fois plus élevées qu'en milieu urbain. Cette compression considérable joue sur la productivité des adultes, sur la santé et la mortalité des

¹⁷ Les salaires journaliers sont mesurés dans les *focus groups* par la quantité de PPN ou de produits alimentaires qu'ils permettent d'acquérir : par exemple 3,08 kg de riz en octobre-décembre 2000, 2,81 kg de riz en octobre-décembre 2003 et 1,78 kg de riz en octobre-décembre 2004.

enfants (Dostie et al, 2000). L'augmentation des prix du riz en 2004 aura certainement dégradé encore la situation de pauvreté que vivent ces ruraux.

Le riz importé atteint 40% des communes malgaches en période de récolte et 53% en période de soudure avec des variantes selon les provinces : 82% des communes d'Antsiranana en vendent en octobre-décembre contre 36% pour Fianarantsoa (Minten, 2003). La présence de ce produit est largement conditionnée par le niveau de prix local du riz mais aussi par la distance de la commune à un port ou une route. L'amplitude des variations saisonnières du prix du riz local est moins importante dans les communes où le riz importé est présent (Minten, 2003). **Si le riz importé atteint difficilement les zones reculées à cause des difficultés de transport, il est probable que le riz importé « à 700 Ar » les aura encore moins atteintes et l'effet d'éviction qu'il a eu sur le riz habituellement importé a certainement porté préjudice à ces zones en terme de déficit d'approvisionnement et de hausse des prix du riz local.**

Pour finir, le prix du riz influe généralement sur le prix des aliments secondaires comme le maïs et le manioc (Dostie et al, 2000). En effet la courbe des prix de ces produits a suivi le même mouvement haussier en 2004 début 2005 que celle du riz mais son ampleur est moindre. Ces produits ont fait office de substitut au riz pour certaines catégories de la population sans beaucoup atténuer leurs dépenses.

6.2.2. La sensibilité des ménages urbains aux chocs agricoles

Les changements de prix des produits alimentaires peuvent menacer la sécurité alimentaire pour une grande partie de la population urbaine. Pour les ménages non producteurs, l'importance de la place du riz dans leurs dépenses en fait une population extrêmement sensible aux variations de prix. Entre 1961 et 1995, la part de la nourriture a augmenté dans le budget de consommation totale d'un ménage moyen à Antananarivo (passant de 37,8% à 47,3%) et la part des céréales dans ce budget a augmenté (passant de 28,4% à 46,4%). Le niveau de pauvreté étant élevé à Antananarivo et ses habitants pouvant difficilement compter sur leur propre production agricole, leur vulnérabilité à la variabilité des prix est très grande (Minten, 1997).

L'approvisionnement de la capitale n'est cependant pas le seul fait des ruraux, le riz péri-urbain d'Antananarivo dont une partie des producteurs habitent la ville, complète les autres sources tout au long de l'année, et particulièrement en début de période de soudure : décembre et janvier, limitant les situations de vulnérabilité évoquées. L'auto-approvisionnement constitue environ 12% de la consommation de la Commune Urbaine d'Antananarivo¹⁸ et 18% de la consommation de la population des communes voisines. Avec une consommation de l'ordre de 120-130 kg par habitant par an, les besoins annuels en riz de l'agglomération s'élèvent à 174.000 t, satisfaits à hauteur de 24.000 t hors marché à partir des productions urbaine, périurbaine et rurale proche (Dabat et al, 2004).

Les situations de crise en particulier montrent la forte implication des ménages malgaches même urbains dans l'agriculture. La situation exceptionnelle de 2002 a montré que l'agriculture intra et périurbaine de la plus urbaine des villes, Antananarivo, pouvait avoir une fonction conjoncturelle intéressante « d'amortisseur de crise ». Notamment la fermeture de nombreuses entreprises et le ralentissement global de l'activité économique lors des événements politiques et économiques de 2002, ont entraîné la mise à pied de nombreux double-actifs, on a alors constaté leur retour massif sur les exploitations agricoles, avec modification parfois forte des systèmes de production (intensification, cycles

¹⁸ il est souvent le fait de terres laissées en métayage ou de dons familiaux de proximité

supplémentaires de produits maraîchers, etc.)¹⁹. Plus largement, l'attachement familial à l'exploitation, même petite et peu productive, dont les enquêtes se font très souvent l'écho, renvoie probablement, outre aux fonctions symboliques de la terre, à des fonctions de protection ou de sécurité que la dureté de la crise de 2002 a exacerbées : autoconsommation pour la famille élargie, lieu de résidence quand le coût des loyers flambent en ville, lieu de repli face aux aléas de l'activité économique (N'Diéonor et Aubry 2004, Aubry et al. 2005).

6.2.3. Les consommateurs urbains d'Antananarivo

Les comportements d'achat des ménages dans l'arbitrage riz importé à 700 Ar / riz malgache dépendent de 2 facteurs : (i) leur niveau de revenu, significatif d'une disposition à payer plus ou moins importante pour du riz cher, (ii) l'existence ou pas d'une personne inactive au sein du ménage significatif d'un coût d'opportunité plus ou moins élevé de l'attente du riz gouvernemental devant les magasins (Encart 8).

Encart 8. Coût d'opportunité global de l'attente pour les ménages d'Antananarivo [queues pour le riz à 700 Ar]

Soit les hypothèses suivantes :

- 5 heures d'attente en moyenne, 3 fois par semaine, pendant 3 mois.
- Revenu inférieur à 100.000 Ar par mois : 47% des ménages ; revenu compris entre 100.000 Ar et 300.000 Ar : 40% des ménages ; revenu supérieur à 300.000 Ar : 13% des ménages.
- 1.500.000 personnes et 4,5 personnes en moyenne par ménage.
- Les ménages aisés ne font pas la queue pour acheter du riz.

5 heures * 3 fois par semaine * 3 mois ou 12 semaines = 180 heures

70.000 Fmg (salaire mensuel de réf. pour les ménages pauvres) / 169 heures = 400 Ar par heure

160.000 Fmg (salaire de réf. pour les ménages aux revenus moyens) / 169 heures = 950 Ar par heure

400 Ar * 180 heures = 72.000 Ar

950 Ar * 180 heures = 171.000 Ar

1.500.000 personnes * 47% / 4,5 = 157.000 ménages

1.500.000 personnes * 40% / 4,5 = 133.000 ménages

157.000 ménages * 72.000 Ar = 11,3 milliards Ar

133.000 ménages * 171.000 Ar = 22,7 milliards Ar

Soit au total un coût d'opportunité global de l'attente de **34 milliards Ar**

L'enquête rapide auprès des consommateurs d'Antananarivo montre que plus de la moitié d'entre eux répondent avoir diminué de moitié leur consommation de riz quand son prix a culminé en début d'année, ils auraient substitué au riz du maïs, du manioc sec et frais, des pommes de terre, des patates douces, des haricots verts. En situation de retour à la normale des prix, une majorité d'entre eux sont revenus vers le riz local, certains se sont habitués au riz importé et d'autres ont pris l'habitude de consommer moins de riz. Des études de consommation pourraient affiner ces tendances.

Cette enquête montre plusieurs comportements d'adaptation à cette situation de crise et niveaux d'impact:

- les ménages aisés ou à revenu moyen + n'ont généralement pas acheté de « riz à 3500 Fmg » et n'ont pas ou très peu modifié leur consommation de riz,

¹⁹ La complémentarité entre exploitation et activités extérieures a ainsi joué à contre-sens, l'exploitation servant de refuge pendant la crise.

- les ménages aux revenus moyens ont adopté des stratégies différentes selon la disponibilité d'un ou plusieurs membres de la famille pour accéder au « riz à 3500 Fmg », ils ont généralement diminué leur ration de riz de 1 à 1,5 *kapoaka*/jour par ménage et l'ont remplacé par des pommes de terre, plus rarement du maïs ou du manioc ²⁰. Certains de ces ménages ont continué à acheter du riz malgache en complément du « riz à 700 Ar » soit pour le mélanger soit pour alterner les préparations culinaires.
- les ménages pauvres, mais ayant un emploi, ont exclusivement acheté du riz à 3500 Fmg pendant la crise, ont diminué leur ration quotidienne de 1,5 à 2 *kapoaka* par jour au profit plusieurs fois par semaine du maïs, manioc sec et pommes de terre, en remplacement,

Il est intéressant de constater pour les consommateurs habituels de riz malgache appartenant aux catégories pauvres et moyennes, une forte disposition à revenir vers ce riz. Plusieurs ménages à revenu moyen, qui lui avait substitué du riz d'importation, ont recommencé à acheter ce riz de façon significative en complément du riz importé dès que son prix est revenu à un niveau de 4000 Fmg. Les ménages plus pauvres attendent eux une chute plus importante du prix.

6.3. Les commerçants et riziers

6.3.1. De manière générale

Les gagnants en 2004 (Tab.9) ont été les riziculteurs-collecteurs, les commerçants et les riziers qui ont gardé et acheté du riz à la période de récolte, l'ont stocké et vendu après juin 2004. Le mécanisme des prix n'a pas répercuté immédiatement la dévaluation de la monnaie malgache et l'influence du cours international, laissant s'instaurer des situations d'anticipations et de rentes au détriment de la grande majorité des riziculteurs dans l'obligation de vendre très vite à la récolte. L'activité de stockage pourrait avoir été amplifiée et plutôt que d'avoir un effet habituel de régulation saisonnière des prix, elle a contribué à leur hausse. Les commerçants de produits de première nécessité dans les villages se sont également enrichis car très souvent ils accordent des crédits aux petits riziculteurs qui n'ont pas d'autre choix que de céder une grande partie de leur produit à la récolte pour rembourser leurs dettes.

Le stockage est cependant une activité risquée. Une décision fondamentale pour la plupart des gens qui font le commerce du riz ou qui possèdent des facilités de stockage est la période durant laquelle ils vendent leurs produits pendant la saison. Si les commerçants connaissaient au préalable les prix du marché avec exactitude, ils pourraient maximiser leur marge nette à partir du coût de stockage, des quantités stockées et du prix de vente du riz. Mais en situation de mauvaise connaissance des prix futurs, les décisions de stocker se basent sur les prix anticipés (Minten, 1997). La situation actuelle illustre ce risque: plusieurs grossistes perdent de l'argent en ce moment à Anosibe et Andravoahangy car ils écoulent des stocks dont le prix d'achat a été supérieur aux prix de vente actuels. Il est un peu trop tôt pour connaître la tendance 2005, les bénéficiaires engrangés en 2004 vont-ils pousser les opérateurs à stocker au point d'avoir un effet sur les prix ? Plusieurs opérateurs à Antsirabe (pas nécessairement de grosse taille) achètent et stockent actuellement le paddy récolté sur les Hauts Plateaux pariant sur un maintien des prix élevés. Des opérations de stockage inhabituelles sont relatées également au Lac Alaotra.

²⁰ La substitution du riz par du manioc ou du maïs suppose de disposer de temps pour la préparation.

Assurément certains intermédiaires du commerce ont fait des bénéfices conséquents en 2004 s'ils ont suffisamment stocké de marchandise pour spéculer à la hausse des prix. Certains opérateurs auraient appliqués des marges nettes de l'ordre de 25%, contre 3-5% en temps normal (WORLD BANK, 2005). C'est le jeu normal du commerce. Par contre les grossistes et les détaillants qui n'auraient pas respecté les consignes de marges du riz gouvernemental (usurpation d'origine, mélange avec du riz malgache...), se sont indûment enrichis.

6.3.2. A Antananarivo

A. Commerce de détail de quartier

On trouve dans Antananarivo des épiceries juxtaposées aux stratégies différentes :

- celles qui n'avaient jamais commercialisé de riz auparavant et qui ont vendu du riz importé de « l'opération riz » à 3.500 Fmg le kg
- à l'opposé celles qui ont continué à ne vendre que du riz malgache aux prix du marché : ces dernières invoquent les préférences de leurs clients restés fidèles au riz local ou la tromperie sur le poids du sac pour expliquer leur refus de vendre du riz importé.
- celles qui vendent habituellement du riz malgache ou du riz importé et qui ont vendu uniquement du riz importé de « l'opération riz » à 3.500 Fmg le kg.

Ces dernières épiceries réalisent une marge de 100 Fmg par kg sur les ventes de l'opération riz à 3.500 Fmg alors que la commercialisation du riz malgache leur rapporte au moins 200 Fmg par kg, cependant elles écoulent des quantités supérieures de riz importé d'autant plus importantes que l'écart de prix entre les deux types de riz est élevé. Certaines ont repris en avril la commercialisation de riz national ou de riz importé hors « opération riz à 3500 Fmg », avouant difficilement qu'elles vendent du riz importé à 5.000 Fmg le kg.

B. Les grossistes et détaillants sur les marchés

Une rapide enquête auprès des marchés d'Antananarivo montre que les marges ont augmenté pendant la période de crise. Plusieurs grossistes ont fait passer leurs marges commerciales de 10-20 Ar à 50 Ar/kg pendant les mois de novembre-décembre 2004 et 80 Ar/kg en janvier-février 2005. Plusieurs détaillants ont aussi multiplié leurs marges par 4 pendant cette période. Par contre les quantités de riz commercialisées par les grossistes et détaillants (la plupart des enquêtés ont les 2 fonctions) ont diminué de moitié entre août et janvier 2005 car ces agents fonctionnent à flux tendus (achat et revente immédiate, fonds insuffisant pour acheter de grandes quantités), contrairement aux collecteurs/stockeurs qui seraient nombreux à avoir augmenté à la fois leur marge et leur niveau d'activité. Actuellement les opérateurs des marchés d'Anosibe et d'Andravoahangy commercialisent des quantités très minimes (tout début de la récolte, peu de riz importé, niveau de stocks très faibles). Par exemple, un détaillant commercialisait 1 sac de 50 kg par jour en 2003, 20 kg pendant la crise et un sac dure 2 semaines actuellement. La chute brutale du prix du riz cause aussi préjudice à ces opérateurs qui vendent actuellement à perte : un grossiste déclare avoir perdu 400 Ar/kg aux mois de février et mars (période de récolte du *vary aloha*).

C. Les petits décortiqueurs

Ils ont diminué leur volume d'activité pendant la crise et donc leurs revenus. L'enquête rapide montre que certaines décortiqueries dans les environs d'Antananarivo ont réduit leur activité de 75% entre août 2004 et janvier 2005 par rapport à 2003.

Tab.9. Tableau synthétique : les gagnants et les perdants

	Qui a gagné ?	Qui a perdu ?
Riziculteurs	<p>Ceux qui sont excédentaires</p> <p>Ceux qui n'ont pas vendu à la récolte</p> <p>Ceux qui ne sont pas endettés auprès des collecteurs, vendeurs PPN...</p>	Ceux qui achètent du riz
Collecteurs	Ceux qui ont stocké (ont gagné sur la marge et sur la quantité)	
Transporteurs/grossistes/	<p>Ceux qui ont stocké (marges et quantité)</p> <p>Ceux qui en ont profité pour augmenter les marges (10 à 50 Ar)</p>	<p>Ceux qui travaillent avec du riz national et n'ont pas stocké (quantité)</p> <p>Ceux qui ont de grosses quantités à écouler en fin de crise</p>
Riziers/décortiqueurs/ importateurs	Ceux qui ont importé du riz gouvernemental (quantité)	Ceux qui n'ont pas importé
Détaillants	<p>Ceux qui ont trouvé du riz à vendre</p> <p>Ceux qui ont augmenté leurs marges (50 Fmg)</p> <p>Ceux qui ont commercialisé du riz importé (quantité)</p>	Ceux qui n'ont pas commercialisé de riz gouvernemental et pas augmenté leurs marges
Consommateurs		<p>Les consommateurs de riz</p> <p>Les acheteurs de riz</p>
Etat	<p>Incitation des riziculteurs à augmenter la production et/ou faire des gains de productivité</p> <p>Paix sociale (filet de sécurité)</p>	<p>Taxes à l'importation et TVA sur le riz gouvernemental</p> <p>Taxes à l'importation sur le riz commercial non importé</p> <p>Insatisfaction de tous les consommateurs (même le riz à 700 Ar est cher)</p>

7. Conclusion

Le prix du riz en 2004-début 2005 a incontestablement été un facteur d'enrichissement pour les uns et d'appauvrissement pour les autres, pour plusieurs raisons qui viennent d'être évoquées. La récolte 2005 en cours s'avérant bonne, le prix du paddy devrait se rapprocher de son prix de référence (prix de parité import), c'est-à-dire son niveau habituel corrigé de la dévaluation de la monnaie malgache et de coûts de commercialisation plus élevés.

Les riziculteurs pourraient être incités à produire plus pour mettre plus de riz sur le marché mais aussi pour limiter les risques de pénurie pour les besoins de leurs ménages en mettant en culture toutes les terres exploitables. Si les prix du paddy à la récolte en 2005 se maintiennent à un niveau élevé, l'élan productif connu en 2004 pourrait continuer sur sa lancée en 2006.

Mais il existe un risque : paradoxalement celui que la production 2005 soit suffisante pour nourrir les Malgaches sans que l'on ait envisagé l'écoulement des surplus à l'extérieur et que ceci ait un effet dépressif sur les prix de détail et à leur suite les prix du paddy. Cet effet pourrait être amplifiée par le développement de stratégies de stockage offensives (spéculation sur la hausse des prix) plutôt que défensives (protection par rapport à la hausse des prix). Il convient de développer d'urgence des mécanismes de marché permettant de faire face aux déficits mais aussi aux excédents de récoltes (C.f. expertise PAM en cours). **L'enjeu est important car les riziculteurs sont actuellement confiants dans les signes positifs du marché, des signes contraires cette année pourrait avoir un effet de découragement difficile à juguler.**

Depuis une vingtaine d'années, Madagascar n'a jamais été aussi près de l'autosuffisance en riz, objectif majeur des politiques agricoles. Cette observation ne se base pas seulement sur le niveau de production mais sur la conjonction de plusieurs conditions favorables, insistons ici sur 4 opportunités liées au marché que la situation de crise a ouvertes ²¹ :

- les signaux de prix sont arrivés aux paysans leur offrant la possibilité si le paddy se stabilise à un niveau supérieur à 300 Ar de cibler le riz comme culture commerciale et pas seulement vivrière ;
- dans le même ordre d'idée, le ratio prix de l'engrais/prix du paddy est tombé très bas pendant la soudure 2004, à son niveau de fin 2001 (2 fois plus cher au kg à la fin de l'année) pouvant être une incitation pour les riziculteurs à utiliser l'engrais ;
- la hausse des cours du riz au niveau international qui devrait se maintenir plusieurs mois devrait permettre au riz malgache de redevenir compétitif à l'exportation, surtout sur le marché protégé de la COMESA qui se protège à l'entrée (75% de taxe pour le riz non COMESA) auprès de certains pays déficitaires comme le Kenya ;
- enfin la crise 2004 a montré qu'il était important d'exploiter la diversité de la riziculture malgache, des cultures marginales comme le riz précoce ou tardif (riz pluvial, *vary aloha*, *vary jeby...*), soit 30% environ de la production annuelle, ont atténué la pénurie à des moments critiques.

Ce rapport avait pour objectif de diagnostiquer une situation de crise et pas de construire des propositions en vue d'améliorer le fonctionnement du marché du riz à Madagascar. Il fait

²¹ Ces opportunités pourraient constituer des éléments de réflexion pour la Plateforme Riz dans les mois à venir.

partie d'un ensemble de travaux et les autres expertises ont une visée plus prospective : mise en place d'un système de régulation (PAM), amélioration du système d'information (FAO), révision de la taxe à l'importation (Banque Mondiale).

Pour terminer, nous souhaitons simplement nous associer à plusieurs des recommandations pertinentes qui ont été faites par l'UPDR (2005) à la fois pour favoriser le développement de la production nationale et réguler le marché : mettre en place une politique semencière volontariste, promouvoir le stockage de type grenier communautaire villageois, développer le crédit aux producteurs et aux organisations paysannes (mais aussi les autres opérateurs de la filière), rassurer les importateurs (mais aussi les autres opérateurs) sur les intentions de l'Etat, mettre en place un observatoire du riz (pour mieux connaître notamment les superficies, les rendements, les productions et les stocks, car cette crise a montré un fort déficit d'informations pour la prise de décision des acteurs ; mais aussi pour mieux transmettre les informations sur le marché à tous les agents de la filière) et rendre effective la Plateforme de Concertation Riz.

Cette dernière recommandation n'est pas une incantation, le manque de transparence et de confiance entre les partenaires de la filière riz (Etat/importateurs, paysans/commerçants, Etat/consommateurs, collectivités locales/opérateurs...) a nuit à la gestion collective de cette période difficile. Les modalités d'un pilotage public/privé de la filière riz sont difficiles à trouver après une longue habitude d'interventionnisme plus ou moins marqué de l'Etat et une libéralisation plus imposée que choisie, mais indispensables.

Personnes rencontrées

19/04/05	Jean-Marie RAKOTOVAO	Responsable Direction des Statistiques et du Suivi-Evaluation au MAEP
20/04/05	Richard RABETRANO	Président de la Chambre d'Agriculture de la région Analamanga
	Elias RANDRIANARISOA	Secrétaire général de la Chambre d'Agriculture de Madagascar
	Zivo RAZAFINTSALAMA	Banque Mondiale, Développement Rural
	Luc RAZAFIMANDIMBY	Banque Mondiale, Macro-Economie
	Roland RAVATOMANGA	PDG de la société MADRIGAL
	Jean-Luc FRANCOIS	Conseiller Développement Rural et Environnement SCAC Ambassade de France
21/04/05	Alphonse RALISON	PDG de la société SILAC, Président de PRORILAC et de la PCRiz
	Berend de GROOT	Responsable du Développement Rural, Sécurité Alimentaire, Environnement et Aide d'Urgence, Union Européenne
22/04/05	Désiré RATEFIARISON	Rural Development manager BAMEX/USAID Program Madagascar / FDPA
	Mamy RASOLOFOSON	Millenium Challenge Account (MCA)
	Hery RAFALIMANANA	General Manager MAGRO
25/04/05	Jaona RANDRIANARIVELO	Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et du développement du Secteur Privé
27/04/05	Jean-Marcel RASOLONIRINA	Président de l'organisation Paysanne SOA / AFDI
	Noël RAHARIJAONA	Ex-Chef de région Analamanga
28/04/05	Jean-Claude RAZAFINDRALAMBO	Directeur du Commerce Intérieur, Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et du développement du Secteur Privé
01/05/05	Marie Clarisse NIVONIAINA	Directeur général de NIVONIAINA
	Dominique RAHARIMANANA	RAMAEXPORT

Ces entretiens ont été complétés par des interviews auprès d'agents de la filière à Antananarivo (marchés d'Anosibe et d'Andravoahangy principalement) et dans les environs (Imerinasiatosika, route du Moyen-Ouest) : grossistes, détaillants, décortiqueurs, riziculteurs, consommateurs en ville.

Quelques références

AFDI, 2004. Analyse de la filière riz, Mars, 19 p.

AUBRY C., RAMAMONJISOA J., DABAT M.-H., RAKOTOARISOA J., RABEHARISOA L., 2005. Multifonctionnalité de l'agriculture dans les territoires périurbains: émergence et reconnaissance de fonctions à Antananarivo, *Cahiers de la Multifonctionnalité* (à paraître)

BINET C., BRIET P., GASTINEAU B., GASTINEAU P., OMRANE M., 2005. *Conditions de vie des ménages dans la commune rurale d'Ampitatafika en période de soudure – Conséquences de la hausse du prix du riz sur les pratiques agricoles et la formation du revenu (décembre 2004-février 2005)*, "Travaux et Documents" du programme de recherche Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes Terres malgaches 4D, N°1, 12 p + annexe.

BARRETT C., 1996. Urban Bias in Price Risk : the Geography of Food Price Distribution in Low-income Countries, *Journal of Development Studies*, vol.23(6), 193-215.

DABAT M.-H., RAZAFIMANDIMBY S., BOUTEAU B. 2004. Atouts et perspectives de la riziculture péri-urbaine à Antananarivo, Madagascar. *Cahiers Agriculture*, 13, 99-109.

DABAT M.-H., 2003 . Analyse de la filière riz à Madagascar, *MEMENTO de l'agronome*, CIRAD-GRET-Ministère des Affaires étrangères, 15 p.

DOSTIE B., HAGGBLADE S., RANDRIAMAMONJY J., 2000. *Saisonnalité de la consommation alimentaire des ménages pauvres à Madagascar*, Etude financée par l'USAID, Février, 51p.

IFPRI/FOFIFA, 1997. *Structure et performances des marchés principaux des intrants et des produits agricoles et la réponse des ménages ruraux aux processus de réformes à Madagascar*, principaux résultats et implications politiques, 57p.

MINTEN B., RALISON E., 2005 a. Working paper, *Dynamics in the Agricultural Sector: 2001-2004*, April, 7p + annexes.

MINTEN B., RALISON E., 2005 b. Working paper, *Prices and Welfare Dynamics in Rural Madagascar*, January, 7p + annexes.

MINTEN B., BARRETT C.B., 2005. *Technologie agricole, productivité, pauvreté et sécurité alimentaire à Madagascar*, Note de politique économique N°4, Marchés ruraux, capital naturel et pièges de pauvreté dynamiques à Madagascar - USAID BASIS CRSP Project, Janvier.

MINTEN B., 2003. Etude sur la formation des prix du riz local, in *Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar – USAID/Cornell U./INSTAT/FOFIFA*, Novembre, p42-47.

MINTEN B., 1997. Vivre avec des prix alimentaires variables : une analyse du marché des produits agricoles d'Antananarivo, *Economie de Madagascar* N°2 – Agriculture : enjeux et contraintes de la libéralisation, Octobre, p 129-151.

MOSER M.C., BARRETT B., MINTEN B., 2005. *Opportunités manquées ou marchés manquants ? L'arbitrage spatio-temporel du riz à Madagascar*, Note de politique économique N°3, Marchés ruraux, capital naturel et pièges de pauvreté dynamiques à Madagascar - USAID BASIS CRSP Project, Janvier.

N'DIENOR M., AUBRY C., 2004. Diversité et flexibilité des systèmes de production maraîchers dans l'agglomération d'Antananarivo (Madagascar) : atouts et contraintes de la proximité urbaine. *Cahiers Agricultures*, 2004, 13, 50-57

- RAMAMONJISOA J., AUBRY C., DABAT M.-H., 2005. Systèmes d'activités et systèmes de production agricole dans l'agglomération d'Antananarivo (Madagascar) : diversité et flexibilité des exploitations agricoles péri-urbaines, *ouvrage sur les exploitations agricoles africaines* (à paraître)
- RAMANITRERA C., RONDRO-HARISOA L., 2004. Evaluation des dégâts cycloniques Elita et Gafilo, Rapport de Mission FAO/PAM, Mai, 30 p.
- RANDRIANARISON C., 1997. Les transactions commerciales de paddy au niveau des producteurs : un aperçu à partir de l'étude IFPRI-FOFIFA, *Economie de Madagascar* N°2 – Agriculture : enjeux et contraintes de la libéralisation, Octobre, p113- 127.
- UNION EUROPEENNE, 2004, *Note to file : Reflections on Increase in Rice Prices*, August, 5 p + annexes.
- UPDR, 2004. *Note d'information sur le riz*, Avril, 15 p.
- UPDR/FAO, 2001. *Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar*, 91 p + annexes
- WORLD BANK, 2005. February, 7 p.
- WORLD BANK, 2004. *Madagascar Note on Rice Prices*, September 3, 13 p.
- WORLD BANK, 2003. *Madagascar – Rural and Environment Sector Review*. ReportN°.26106 MAG, Washington, D.C.

Annexes

Annexe 1 : Termes de référence pour un diagnostic du problème de la commercialisation, de l'importation et de la distribution du riz

Contexte :

Suite à la pénurie du riz sur le marché national après la principale récolte de 2004, le gouvernement a identifié le problème du riz comme un des principaux thèmes de discussion lors du prochain colloque gouvernemental en Mai 2005. Le problème du riz est également le thème choisi pour être traité dans le cadre du « Rapid Results Process » à travers lequel la collaboration intra-gouvernemental sur des problèmes multi-sectoriels est appelée à être développée. Les bailleurs de fonds notamment la FAO, le PAM, la Banque Mondiale, et l'Union Européenne ont été sollicités pour faire une analyse globale de la filière riz et spécifiquement proposer des options sur l'élaboration et la mise en œuvre de mesure spécifiques comme la subvention des intrants, la création de stocks stratégiques, l'application d'une taxe variable sur l'importation du riz, etc. Dans ce contexte, la Banque mondiale apportera sa contribution dans le financement d'un expert en riz pour mieux analyser les problèmes liés à la commercialisation du paddy/riz, de l'importation et de la distribution du riz. La Banque mondiale financera également d'autres experts qui se focaliseront sur la formulation d'options dans le domaine de la formation des prix qui alliera l'intérêt des producteurs avec ceux des consommateurs pauvres.

Objectif de l'étude :

Les objectifs de l'étude sont de conduire globalement une analyse factuelle des problèmes de la commercialisation du paddy/riz, de l'importation et de la distribution du riz à Madagascar pendant l'année dernière jusqu'à fin mars 2005 - et d'examiner spécifiquement la filière de l'importation et de la distribution du riz pendant l'année 2004 et 2005.

Méthodologie:

L'étude sera conduite sur la base d'interviews rapides des principaux intervenants de la chaîne de commercialisation notamment des opérateurs riziers et des importateurs, et la revue des documents existants sur le sujet. L'étude se fera en étroite collaboration avec l'appui des équipes des autres bailleurs de fonds (FAO, PAM, et UE) et des autres membres de l'équipe de la Banque mondiale.

Tâches spécifiques :

Décrire la composition et la structure de la chaîne de commercialisation du paddy/riz, de l'importation et de distribution du riz à Madagascar

Décrire la situation de l'année dernière en termes de production, déficit, consommation, importation et distribution du riz et comment cette chaîne a opéré depuis l'année dernière jusqu'à fin mars 2005. Décrire plus spécifiquement l'opération d'importation commerciale de riz initié par le gouvernement à travers des importateurs privés.

Faire une description de la formation des prix et du niveau des prix à chaque niveau de la chaîne jusqu'au consommateur. Analyser l'impact de la taxation à l'import sur la formation des prix aux producteurs et aux consommateurs

Faire une analyse du comportement des intervenants de la chaîne face à la situation de crise. Décrire notamment les décisions d'achat, d'importation, de vente pour les principaux intervenants de la chaîne.

Durée :

L'étude se fera sur une durée de deux semaines et commencera le 19 avril.

Annexe 2: Prix moyen du riz local sur les marchés ruraux – Fmg/kg

Mois	Semaine	Ambaton-drazaka	Amoron'i Mania	Anosy	Antananarivo	Atsimo Andrefana	Bongolava	Diana	Haute Matsiatra	Mahajanga	Manakara	Melaky	Sava	Toamasina	Vakinankaratra
sept-03	mensuel	1 789	2 493	2 688	2 135	2 500	1 639	2 068	2 272	2 209	1 780	2 158	2 308	2 456	2 322
	01.09.03	1 750	2 461	2 653	2 056	2 500	1 474	1 988		2 282	1 670	2 105	2 308		2 333
	08.09.03		2 436	2 639	2 135	2 500	1 618	2 135	2 269	2 185	1 735	2 281	2 308	2 456	2 244
	15.09.03	1 694	2 500	2 708	2 108	2 500	1 826	2 124	2 285	2 185	1 862	1 965	2 308	2 456	2 295
	22.09.03	1 921	2 576	2 750	2 241	2 500		2 024	2 262	2 185	1 851	2 281			2 417
oct-03	mensuel	1 937	2 431	2 708	2 299		1 768	2 135	2 426	2 449	1 893	2 485	2 413		2 405
	29.09.03	1 860	2 583	2 750	2 207		1 898	2 047	2 340	2 281	1 926	2 398			2 389
	06.10.03	1 953	2 534	2 750	2 239	2 500	1 699	2 222	2 387	2 360	1 926	2 398	2 372		2 375
	13.10.03	1 944	2 549	2 750	2 293		1 721	2 135	2 439	2 535	1 868	2 515	2 436		2 417
	20.10.03	1 967	2 373		2 369		1 770	2 135	2 439	2 535	1 872	2 632	2 410		2 472
	27.10.03	1 961	2 117	2 583	2 388		1 753		2 526	2 535	1 872		2 436		2 371
nov-03	mensuel	1 947	2 573	2 469	2 315		1 759	2 266	2 238	2 512	1 894	2 515	2 343	2 516	2 450
	03.11.03	1 974	2 544	2 382	2 401		1 732		2 468	2 544		2 515			2 417
	10.11.03	1 967	2 555	2 556	2 401		1 753	2 165	1 298	2 456	1 904	2 515	2 179		2 500
	17.11.03	1 917	2 569		2 269		1 778	2 294	2 571	2 512	1 883	2 515	2 506		2 472
	24.11.03	1 931	2 624		2 190		1 772	2 339	2 617	2 535		2 515		2 516	2 410
déc-03	mensuel	1 917	2 616		2 462	2 100	2 130	2 607	2 594	2 217	2 111	2 533	2 361	2 500	2 500
	01.12.03	1 917	2 649		2 462	2 100	2 112	2 582			2 128		2 361		2 444
	08.12.03		2 596				2 149		2 549	2 234	2 111	2 461		2 544	2 444
	15.12.03		2 602					2 631	2 593	2 223	2 095	2 569		2 456	2 528
	22.12.03								2 617	2 223		2 569			2 556
	29.12.03								2 617	2 186					2 528
janv-04	mensuel	2 366	2 509	2 555	2 558	1 950	1 657	2 265	2 612	2 303	2 295	2 632	2 636	2 471	2 542
	05.01.04	2 265	2 140	2 558	2 542	1 404	1 746	2 309	2 675	2 500	2 613	2 632	2 584	2 483	2 667
	12.01.04	2 635	2 661	2 602	2 558	2 171	1 680	2 397	2 675	2 092	2 209	2 632	2 589	2 467	2 500
	19.01.04	2 605	2 602	2 544	2 517	2 108	1 702	2 426	2 581	2 296	2 115	2 632	2 680	2 483	2 500

Mois (suite)	Semaine	Ambaton-drazaka	Amoron'i Mania	Anosy	Antananarivo	Atsimo Andrefana	Bongolava	Diana	Haute Matsiatra	Mahajanga	Manakara	Melaky	Sava	Toamasina	Vakinankaratra
	26.01.04	1 958	2 632	2 515	2 617	2 117	1 502	1 929	2 515	2 325	2 241		2 691	2 450	2 500
févr-04	mensuel		2 541		2 614	1 637	2 094	2 233	2 538	2 447	2 807	2 861	2 593		2 375
	02.02.04		2 656		2 589		2 428	938	2 807	2 317		3 318	2 544		2 417
	09.02.04		2 527		2 584	1 667	2 338	2 594	2 208	2 787	2 807	2 361	2 511		2 417
	16.02.04		2 534		2 584	1 667	2 426	2 711	2 602	1 840	2 807	2 882	2 775		2 333
	23.02.04		2 449		2 699	1 578	1 183	2 690	2 536	2 846		2 882	2 542		2 333
mars-04	mensuel	2 143	2 224		2 665	2 667	1 882	2 734	2 346	3 214	1 806	3 085			2 248
	01.03.04		2 235		2 618	2 667	1 750	2 106	2 244	2 797	1 833	2 807			2 146
	08.03.04		2 437		2 681	2 667	2 128	3 158	2 323	2 943	1 958	3 216			2 556
	15.03.04	2 090	1 942		2 637	2 667	1 906	3 216	2 914	3 176		3 158			2 233
	22.03.04	2 264	2 203		2 680		1 897		2 156	3 263	2 033	3 158			2 319
	29.03.04	2 074	2 305		2 707		1 729	2 457	2 091	3 891	1 399				1 983
avr-04	mensuel	2 452	2 390		2 974	2 954	1 840	4 401	2 167	3 591	2 035	3 720		2 675	2 333
	05.04.04	1 747	2 344		2 868		1 828	4 211	2 156	3 437	2 075	3 947			2 250
	12.04.04	2 734	2 446		2 972	2 944	1 884	4 211	2 095	3 642	2 000	3 626			2 333
	19.04.04	2 809	2 142		2 957	2 917	1 830	4 620	2 193	3 671	1 957	3 772		2 719	2 417
	26.04.04	2 519	2 627		3 097	3 000	1 819	4 561	2 222	3 613	2 106	3 534		2 632	2 333
mai-04	mensuel	2 395	2 723		2 875	3 000	1 758	4 172	2 367	3 487	1 996	3 373		2 913	2 438
	03.05.04	2 564	2 661		2 954	3 000	1 756	4 357	2 317	3 567	1 896	3 371			2 417
	10.05.04	2 265	2 724		2 865		1 767	4 211	2 389	3 509	1 985	3 364		2 940	2 417
	24.05.04	2 357	2 783		2 804		1 751	3 947	2 395	3 480	2 143	3 384		2 886	2 417
	24.05.04									3 392	1 962				2 500
juin-04	mensuel	2 054	2 802	3 040	2 883	3 307	1 813	3 263	2 569	3 295	2 078	3 390	2 833	2 936	2 396
	31.05.04	1 647	2 449	2 806	2 881	3 167		2 656		2 601		2 564	2 417	2 679	1 917
	07.06.04	1 979	2 724	2 917	2 905	3 333	1 698		2 445	3 494	1 935	3 380		2 979	2 500
	14.06.04	2 069	2 773	3 069			1 776		2 439	3 538	2 022	3 382	3 250		2 500
	21.06.04	2 265	2 766	3 146		3 421	1 843	3 567	2 622	3 333		3 631		3 022	2 667
	28.06.04	2 309	3 299	3 263	2 862		1 936	3 567	2 768	3 509	2 276	3 991		3 065	

Mois (suite)	Semaine	Ambaton-drazaka	Amoron'i Mania	Anosy	Antananarivo	Atsimo Andrefana	Bongolava	Diana	Haute Matsiatra	Mahajanga	Manakara	Melaky	Sava	Toamasina	Vakinankaratra
juil-04	mensuel	2 307	3 430	3 458	3 115	3 500	2 157	4 115	3 136	3 805	2 581	3 859	3 438	3 070	3 086
	05.07.04	2 309	3 553	3 458	2 865	3 333	2 026	3 889	3 103	3 713	2 414	3 985	3 500	3 070	3 083
	12.07.04	2 306	3 494		3 227	3 333	2 156	4 035	3 147	3 684	2 340	3 802	3 375	3 070	2 929
	19.07.04		3 341		3 253	3 667	2 291	4 327	3 147	3 933	2 460	3 717			3 167
	26.07.04		3 333			3 667		4 211	3 147	3 889	3 111	3 933			3 167
sept-04	30/08/2004	3060	4274	4611	3828		2900	4269	4109	4474	3038	4530	3583		4083
	06/09/2004	3202	4007	4611			3011	4594	5863	4327	3038	4530	3344	3800	4083
	13/09/2004	2807	4089	4639			2938	3772	4109	4327	3038	4559	3188	3817	4083
	20/09/2004	3172	4152	4681					4069	4191	3143		3177	3865	4000
	27/09/2004								4046	4035			3104	3929	4000
oct-04	mensuel		4815		3863		3029	3911	3902	3991	3286	4506	3063	3988	4042
	01/10/2004												3083		
	04/10/2004		4133				2840	3860	3977	3860	3143		3042	3940	4000
	11/10/2004		4069				2975	3918	3860	4064	3143	4546	3063		4000
	18/10/2004				3825		3118	3889	3855	4035	3571	4501		4035	4083
	25/10/2004		6243		3900		3185	3977	3918	4006		4472			4083
nov-04	mensuel		5498		4726		5283	5405	5327	4877	4675	5151	3375	6667	5067
	01/11/2004		4298		4083		3695	5828	3918	3889	3921	4501	3125		4083
	08/11/2004		5175		4594		6733	4620	5117	4240	4643	4820			4667
	15/11/2004		5775		5500		4631	4883	5263	4795	4643	5023	3625		4722
	22/11/2004		6637				5605	4795	5409	5731	5159	5009			5444
	29/11/2004		5602				5752	6901	6930	5731	5009	6402		6667	6417
dec-04	mensuel		6440					6836		5991					6294
	01/12/2004		5602				5697	6901		5497	4899	6402			6611
	06/12/2004		6667		6186		5417	7164	6959	6053	4717	6098		6930	6250
	13/12/2004		6520		6256		5189	6784	4509	6930	4251	6620		7686	6444
	20/12/2004		6803		6206		4548	6550		4955	4018			6170	6083
	27/12/2004		6608		6267			6784		6520				7515	6083

Mois (suite)	Semaine	Ambaton-drazaka	Aoron'i Mania	Anosy	Antananarivo	Atsimo Andrefana	Bongolava	Diana	Haute Matsiatra	Mahajanga	Manakara	Melaky	Sava	Toamasina	Vakinankaratra
janv-05	mensuel		6940		6149		4897	7982	6251	7222	4245			6184	6035
	01/01/2005		6979		6171		4862	6901		7281	4131				6167
	10/01/2005				6167		4932	7895	6520	7339	4182			6784	6194
	17/01/2005				6150			8480	6228	7310	4313			5585	5944
	24/01/2005		6901		6108			8655	6004	6959	4354				5834
fev-05	mensuel														
	01/02/2005		7057		6092			10439	6053	7895	4128				5778
	07/02/2005		6413		6538			11404	5936	8041	4262			6637	6444
	15/02/2005		6218		6350					8187					
	...														

Source : DSSE/MAEP

Annexe 3: Destination du paddy par type d'usage – Campagne 2002-2003

Faritany	Vente	%	Ménage	%	Bétail	%	Semence	%	Autres	%	Total	%
Antananarivo	228 450	28,54	485 519	60,66	1 547	0,19	34 586	4,32	50 350	6,29	800 451	100
Fianarantsoa	103 887	18,63	368 752	66,11	2 116	0,38	24 668	4,42	58 349	10,46	557 772	100
Toamasina	189 844	36,53	278 805	53,65	2 161	0,42	26 355	5,07	22 526	4,33	519 691	100
Mahajanga	81 587	17,05	349 205	73,00	1 366	0,29	30 105	6,29	16 114	3,37	478 378	100
Toliara	74 926	29,84	152 783	60,84	854	0,34	8 138	3,24	14 419	5,74	251 119	100
Antsiranana	21 478	10,10	167 518	78,78	362	0,17	11 948	5,62	11 330	5,33	212 636	100
Ensemble	700 171	24,83	1 802 582	63,92	8 405	0,30	135 801	4,82	173 088	6,14	2 820 047	100

Source : DSSE / MAEP

Annexe 4: Prix moyen du paddy au producteur au moment de la vente selon la sous-préfecture (Ar) - Campagne 2002-2003

Toliara		Antsiranana		Antananarivo		Fianarantsoa		Toamasina		Mahajanga	
Manja	222	Antalaha	322	Antananarivo Nord	160	Ambatofinandrahana	230	Nosy Boraha	-	Besalampy	207
Beroroaha	183	Sambava	410	Ambohidratrimo	205	Ambositra	330	Maroantsetra	200	Maevatanana	188
Morombe	265	Andapa	278	Ankazobe	204	Fandriana	273	Mananara Nord	-	Ambato Boeni	195
Ankazoabo	222	Antsiranana II	224	Arivonimamo	218	Ambalavao	152	Fenerive Est	334	Marovoay	195
Betioky	190	Vohimarina	349	Manjakandriana	199	Ifanadiana	270	Vohibinany	190	Mitsinjo	224
Ampanihy	-	Ambilobe	211	Anjozorobe	197	Nosy Varika	181	Vatomandry	147	Tsaranana	219
Morondava	171	Nosy Be	198	Betafo	162	Ambohimahasoa	178	Mahanoro	127	Port Bergé	106
Mahabo	204	Ambanja	247	Ambatolampy	244	Mananjary	193	Marolambo	321	Mandritsara	233
Belo sur Tsiribihina	201			Tsiroanomandidy	185	Manakara	238	Toamasina II	196	Analalava	139
Miandrivazo	210			Miarinarivo	169	Ikongo	209	Tanambao-Manampotsy	307	Befandriana Nord	98
Sakaraha	216			Soavinandriana	171	Vohipeno	242	Amparafaravola	246	Antsohihy	139
Beloha	-			Antanifotsy	210	Farafangana	207	Ambatondrazaka	195	Bealanana	89
Tsihombe	-			Andramasina	217	Vangaindrano	204	Moramanga	191	Mahajanga II	217
Taolagnaro	391			Faratsiho	217	Midongy Atsimo	254	Vavatenina	186	Ambatomainty	287
Ambovombe	-			Antananarivo Sud	250	Ihosy	157	Andilamena	125	Kandreho	118
Betroka	149			Antsirabe II	207	Vondrozo	224	Anosibe An'ala	292	Antsalova.	265
Bekily	291			Fenoarivo Be	177	Ivohibe	134	Soanierana Ivongo	351	Maintirano	216
Amboasary	375					Ikalamavony	152			Morafenobe	291
Toliara II	-					Fianarantsoa II	255			Mampikony	136
						Iakora	133				
						Befotaka	236				
						Manandriana	222				
Ensemble	221	Ensemble	247	Ensemble	184	Ensemble	214	Ensemble	224	Ensemble	174

Source : DSSE / MAEP